

ПГ 3
137

УНИВ. БИБЛИОТЕКА

Р. И. Бр. 11363

BIBLIOTHÈQUE D'EDUCATION MODERNE

UN

EXEMPLE A SUIVRE

LA PRUSSE

APRÈS IÉNA

PAR

CHARLES LEVIN

PARIS, CHARAVAY FRÈRES ÉDITEURS

4, Rue de Furstenberg, 4



UN EXEMPLE A SUIVRE

LA PRUSSE

APRÈS IÉNA



TOUS DROITS RÉSERVÉS



LA RÉPUBLIQUE FORME DES DÉFENSEURS POUR LA PATRIE

110 = 34538255

UN EXEMPLE A SUIVRE

LA PRUSSE

APRÈS IÉNA

1806 — 1871

PAR

CHARLES LEVIN



PARIS. CHARAVAY FRÈRES ÉDITEURS

4 rue de Furstenberg

1883



UN EXEMPLE A SUIVRE

LA PRUSSE

APRÈS IÉNA

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA PRUSSE
de 1792 à 1806

En 1807 la Prusse vaincue, démembrée, écrasée sous le poids des contributions de guerre, ne subsistait plus que par la grâce de l'empereur Napoléon. Un signe du conquérant pouvait la rayer de la carte.

En 1814, Frédéric-Guillaume III entra à Paris avec son allié le czar Alexandre, et la vengeance tonique réclamait déjà l'Alsace et la Lorraine.



C'était la revanche. Les vaincus avaient mis sept ans à la préparer. Ils eussent mis plus longtemps si la grande armée n'était restée sous les neiges de la Russie. Ils eussent mis vingt ans; ils en eussent mis cent : la patience des Allemands ne se lasse pas plus que leur haine.

L'histoire de la Prusse n'a rien de plus intéressant, de plus dramatique, que cette période de sept années où nous voyons de quel abîme un peuple se relève par l'enthousiasme et le travail. Les Français peuvent y chercher un exemple, une consolation, une espérance.



Le drame de 1806 a été précédé par des événements qu'il importe d'exposer rapidement. La Prusse avait fait partie de la coalition soulevée par les rois en 1792 contre la Révolution française. Mais la défaite de Valmy lui donna à réfléchir. Effrayé des victoires de la France, las d'une guerre où il semblait se battre moins pour ses intérêts que pour ceux de l'Autriche et de l'Angleterre, forcé d'ailleurs d'appliquer son attention à pacifier les provinces polonaises qui venaient de lui échoir en partage, Frédéric-Guillaume II fit sa paix avec la République au traité de Bâle (avril

1795) et adopta la neutralité. La France restait maîtresse de la rive gauche du Rhin; la Prusse devait recevoir des compensations en Allemagne aux dépens des petits princes ecclésiastiques. Frédéric-Guillaume III, devenu roi en 1797, suivit d'abord la même politique que son père. En 1799, quand les fautes du Directoire et la haine de l'aristocratie anglaise eurent soulevé contre la France une seconde coalition, il garda la neutralité malgré les menaces de la Russie et l'appât des subsides anglais. Son caractère indécis s'accommodait de cette situation qui lui permettait de ménager tout le monde.

A ce moment, par le coup d'État du 18 brumaire, Bonaparte substituait sa dictature à l'anarchie du Directoire et inaugurait cette domination qui allait bouleverser l'Europe et ruiner la France. Frédéric-Guillaume fut invité à entrer dans l'alliance de Bonaparte et du czar Paul I^{er} et à s'emparer du Hanovre, possession territoriale de l'Angleterre. Il se résigna à occuper l'électorat après avoir eu soin de faire comprendre à Londres qu'il ne prenait cette possession qu'en dépôt et pour empêcher les Russes et les Français d'y entrer. La mort de Paul I^{er} lui permit de revenir à la neutralité et après la paix de Lunéville il obtint enfin par l'appui du czar Alexandre les Indemnités et les agrandissements qu'il réclamait. Ce qu'il





1770 — FRÉDÉRIC-GUILLAUME III — 1840

[LE CINQUIÈME ROI DE PRUSSE

avait perdu sur la rive gauche du Rhin était peu de chose; c'étaient les duchés de Gueldre et de Juliers, la principauté de Mœurs et une partie du duché de Clèves; la population de ces domaines ne s'élevait pas au-delà de cent trente-sept mille âmes et leur revenu était à peine de trois millions. En dédommagement de ces pertes insignifiantes, il obtint au cœur de l'Allemagne un territoire de plus de quatre cent mille habitants. La Bavière, le Wurtemberg et le Grand-Duché de Bade recevaient également de larges indemnités. Les petits princes étaient sacrifiés à l'ambition des grands et à la voracité des Hohenzollern. Toute l'économie du vieux système germanique était bouleversée; le Saint-Empire allemand n'existait plus que de nom et la Prusse se plaçait à la tête de l'Allemagne du Nord.

Ainsi la France commençait elle-même cette œuvre qui devait lui être si fatale : l'unité de l'Allemagne. Napoléon espérait attacher définitivement le roi de Prusse à sa politique. Il avait besoin d'un allié en Allemagne pour contenir la Russie qui lui échappait et l'Autriche qui lui était ouvertement hostile. Aussi, après la rupture de la paix d'Amiens en 1803 et la formation d'une troisième coalition entre l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, Napoléon mit tout en œuvre pour décider Frédéric-Guil-



laume à une alliance offensive. Il lui offrit de nouveau la possession du Hanovre. Mais déjà le sentiment public commençait à se déclarer, en Allemagne, contre Napoléon. Les Prussiens surtout, encore enorgueillis des souvenirs de Frédéric le Grand, s'indignaient de voir leur souverain à la remorque de l'usurpateur. L'Angleterre et la Russie faisaient tous leurs efforts pour associer le roi de Prusse à la coalition. Frédéric-Guillaume, toujours perplexe, cherchait à rester l'ami de tout le monde. C'était le meilleur moyen de ne contenter personne.

Dans l'état de fermentation où étaient les esprits, le moindre incident pouvait amener une explosion. La violation du territoire d'Anspach par le général Bernadotte décida la crise. Napoléon, en effet, pour hâter la concentration de ses troupes et assurer le succès de son mouvement tournant contre les Autrichiens, avait fait traverser par plusieurs corps d'armée la possession prussienne d'Anspach, enclavée dans la Bavière. Au fond, cette infraction à la neutralité de la Prusse n'était pas un outrage. Le margraviat d'Anspach était ouvert à tout le monde ; les Bavares l'avaient traversé quelques jours auparavant et d'ailleurs à ce moment même Napoléon négociait avec le cabinet de Berlin.

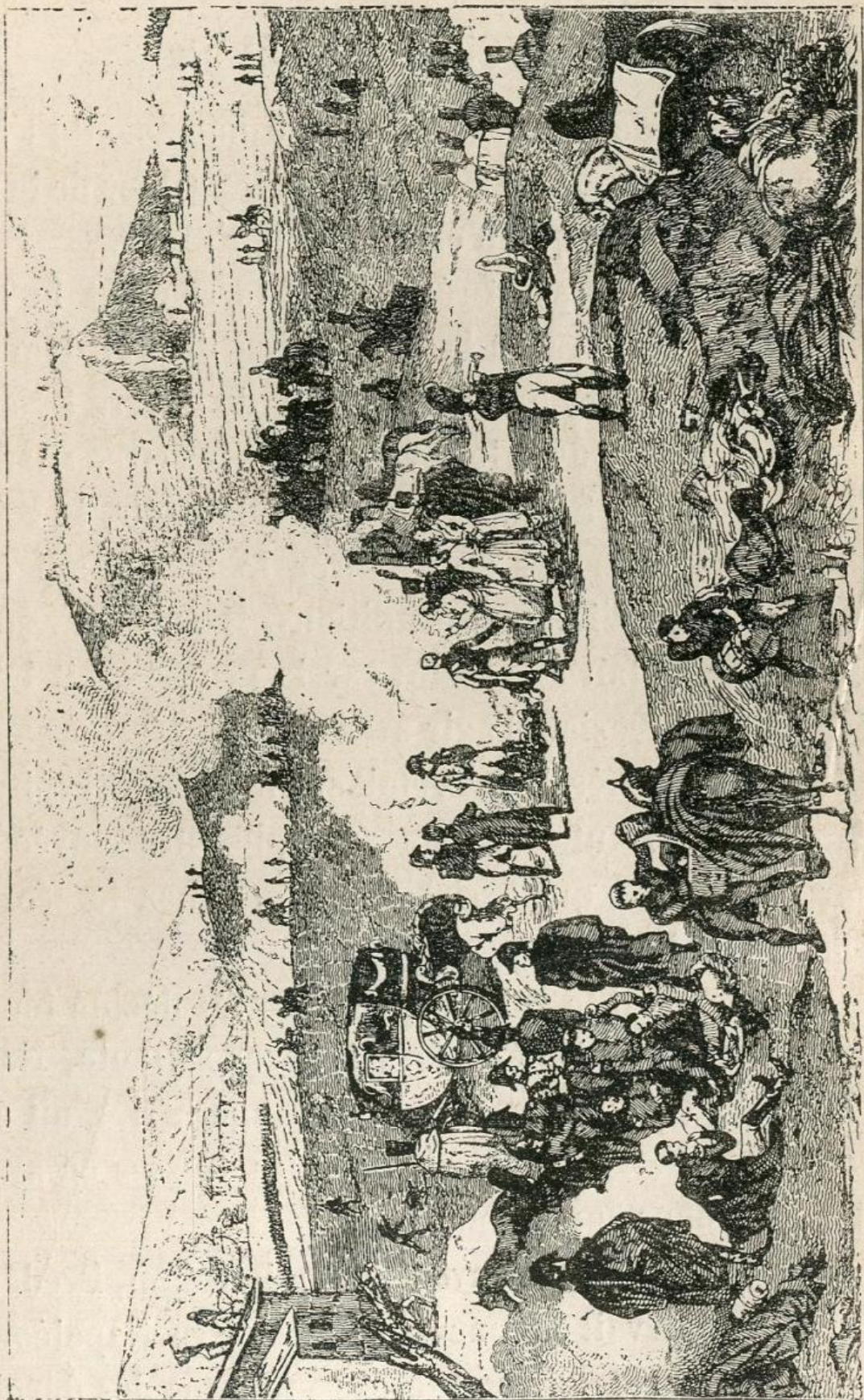
Néanmoins, la population prussienne regarda le

mouvement de Bernadotte comme une insulte : à la cour, dans l'armée, et surtout dans les salons de la noblesse, il n'y eut qu'un cri contre la France.

Le roi ne sut point résister au torrent, et le czar Alexandre lui arracha la convention de Potsdam qui n'était pas encore une déclaration de guerre à Napoléon, mais qui pouvait le devenir selon les circonstances (octobre 1805). Si Napoléon était vainqueur, le roi de Prusse se réservait de déchirer le traité; s'il était vaincu, de lui dicter ses conditions. Mais la convention de Potsdam était une faute; car la Prusse avait laissé échapper l'occasion d'agir avec succès. L'armée autrichienne du général Mack était sur le point de capituler dans Ulm et l'Autriche ne pouvait plus être sauvée que par les Russes qui arrivaient à marches forcées du fond de la Moravie.

Si cependant le roi de Prusse se fût décidé immédiatement, il eût pu encore réparer sa faute. Napoléon aurait couru un immense danger s'il avait eu à repousser l'attaque simultanée des Russes en avant, des Prussiens sur le flanc.

Aux termes de la convention de Potsdam, Frédéric-Guillaume devait commencer par mettre Napoléon en demeure de remplir certaines conditions des derniers traités. Le comte de Haugwitz se rendit dans ce but au camp de Napoléon où il arriva pendant les prépa-



LE MATIN D'AUSTERLITZ

Bivouac de l'Empereur d'après un croquis pris sur nature.

ratifs de la bataille d'Austerlitz. D'un commun accord les explications furent ajournées et d'Haugwitz alla à Vienne pour y attendre le résultat de la lutte. A la nouvelle de la grande victoire des Français (2 décembre 1805) il accourut complimenter le vainqueur. « Voilà, dit l'empereur, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. » En triomphant des Russes et des Autrichiens, Napoléon triomphait aussi de la Prusse, qui n'avait plus qu'à se faire pardonner ses dernières fautes et la duplicité de son roi. Après avoir reproché violemment au comte d'Haugwitz les torts et l'ingratitude de sa cour, il lui donna à choisir entre la guerre ou l'alliance. Le comte d'Haugwitz signa l'alliance, le 15 décembre. La Prusse cédait à la France ce qui lui restait sur le Rhin et acceptait en compensation le Hanovre. Le marché était avantageux; malheureusement le Hanovre appartenait à l'Angleterre et Frédéric-Guillaume dut s'engager à fermer jusqu'à la paix, aux vaisseaux anglais, les embouchures de l'Elbe et du Weser.

A ce prix, il devait attendre de Napoléon de la condescendance et des égards. Il eût été d'une bonne politique de les lui accorder. Mais déjà l'orgueil et l'ambition de Napoléon ne connaissaient plus de frein; il prit à tâche de n'épargner au roi de Prusse aucune humiliation. Bientôt en effet il exigeait le renvoi du

baron de Hardenberg, chef du parti opposé à la France; il érigeait la République batave en royaume au profit de son frère Louis sans même se donner la peine de prévenir le roi de Prusse. Il érigeait en principauté, en faveur du général Murat, les duchés de Clèves et de Berg et y ajoutait les territoires d'Essen et de Werden qui appartenaient à la Prusse. Il créait, pour se faire un point d'appui en Allemagne, la Confédération du Rhin, composée de la Bavière et du Wurtemberg érigés en royaumes, des duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt érigés en grands-duchés et d'autres petits états. Il autorisait la Prusse à former une Confédération du Nord et promettait même la couronne impériale à la maison des Hohenzollern; mais en même temps il rattachait à la Confédération du Rhin la Hesse-Cassel, qui était naturellement désignée pour entrer sous la patronage de la Prusse, et défendait aux villes hanséatiques, Brême, Hambourg et Lubeck, d'accepter les propositions de Frédéric-Guillaume. Enfin il entamait des négociations avec l'Angleterre et paraissait disposé à lui restituer le Hanovre, pour la possession duquel le roi de Prusse avait fait à ce pays tant de sacrifices et s'était compromis dans l'esprit des Allemands. En un mot, il accablait la Prusse des marques de son dédain et ne lui laissait plus d'autre ressource que la guerre.

Ces humiliations surexcitèrent l'opinion publique ; le parti de la guerre conduit par la jeune reine, la belle Louise de Mecklembourg, prit partout le dessus et, malgré de sinistres appréhensions, le roi, se laissant entraîner, prit l'initiative des hostilités (9 septembre 1806).

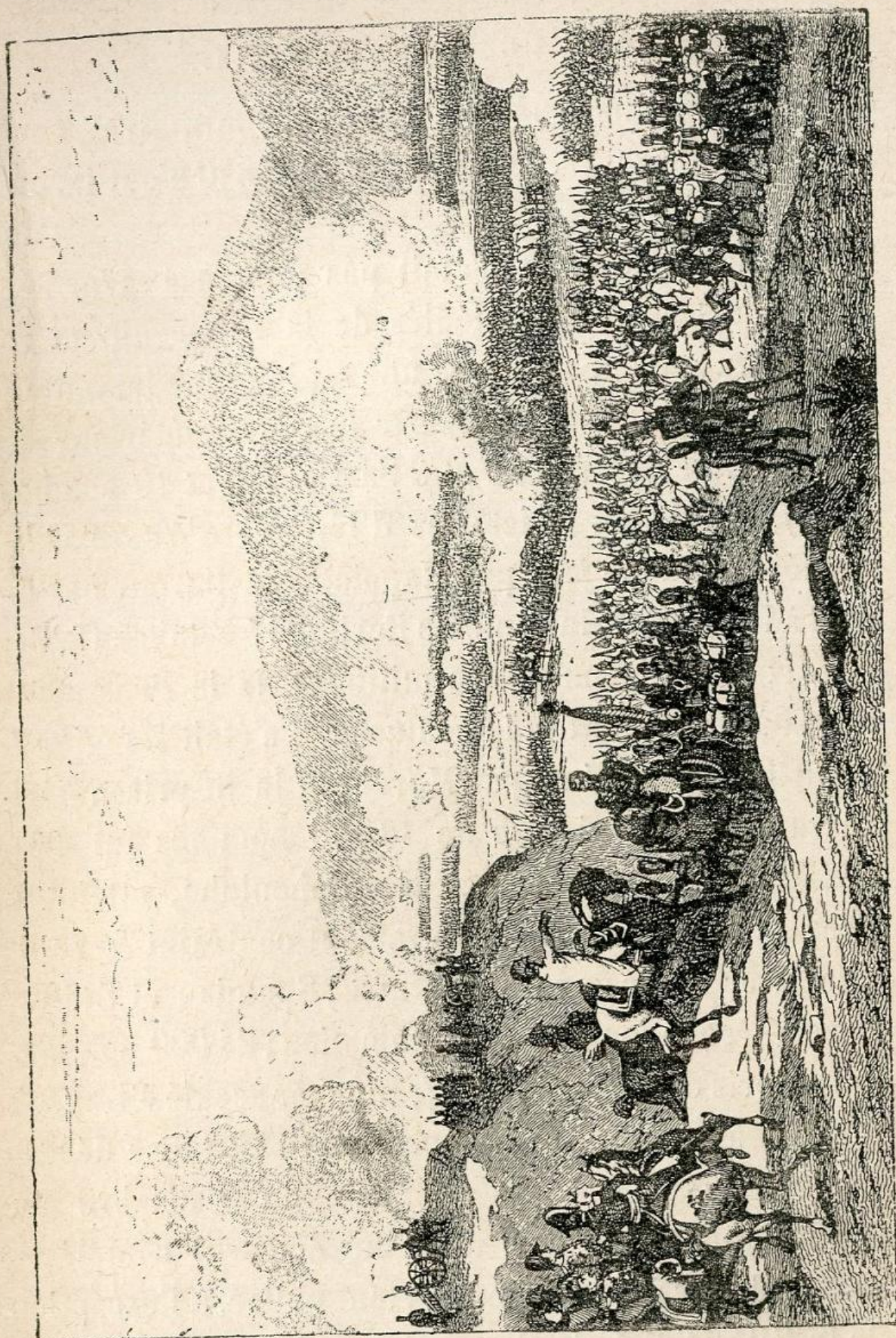


LA REINE LOUISE

CHAPITRE II

I ÉNA

Il y aurait plus d'un rapprochement à faire entre la conduite du roi de Prusse en 1806 et celle que tint l'empereur Napoléon III en 1870. L'orgueil national désirait la guerre, mais l'occasion de la faire était passée. Car le roi de Prusse avait laissé écraser l'Autriche à Ulm et à Austerlitz, comme Napoléon III la laissera écraser à Sadowa en 1866. Il n'avait pas osé tenter la lutte à une époque où il eût eu avec lui la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, et maintenant il allait l'entreprendre avec ses seules forces, sans combiner son plan d'opérations avec les Russes. La jeune noblesse prussienne courait au combat comme à un bal et l'armée n'était pas prête. On se croyait toujours au temps du grand Frédéric; on avait dédaigné les progrès militaires accomplis pendant les guerres de la Révolution. Aux soldats les plus solides et les plus rapides qu'on eût vus depuis les Romains, on opposait des vieux régiments exercés seulement aux manœuvres



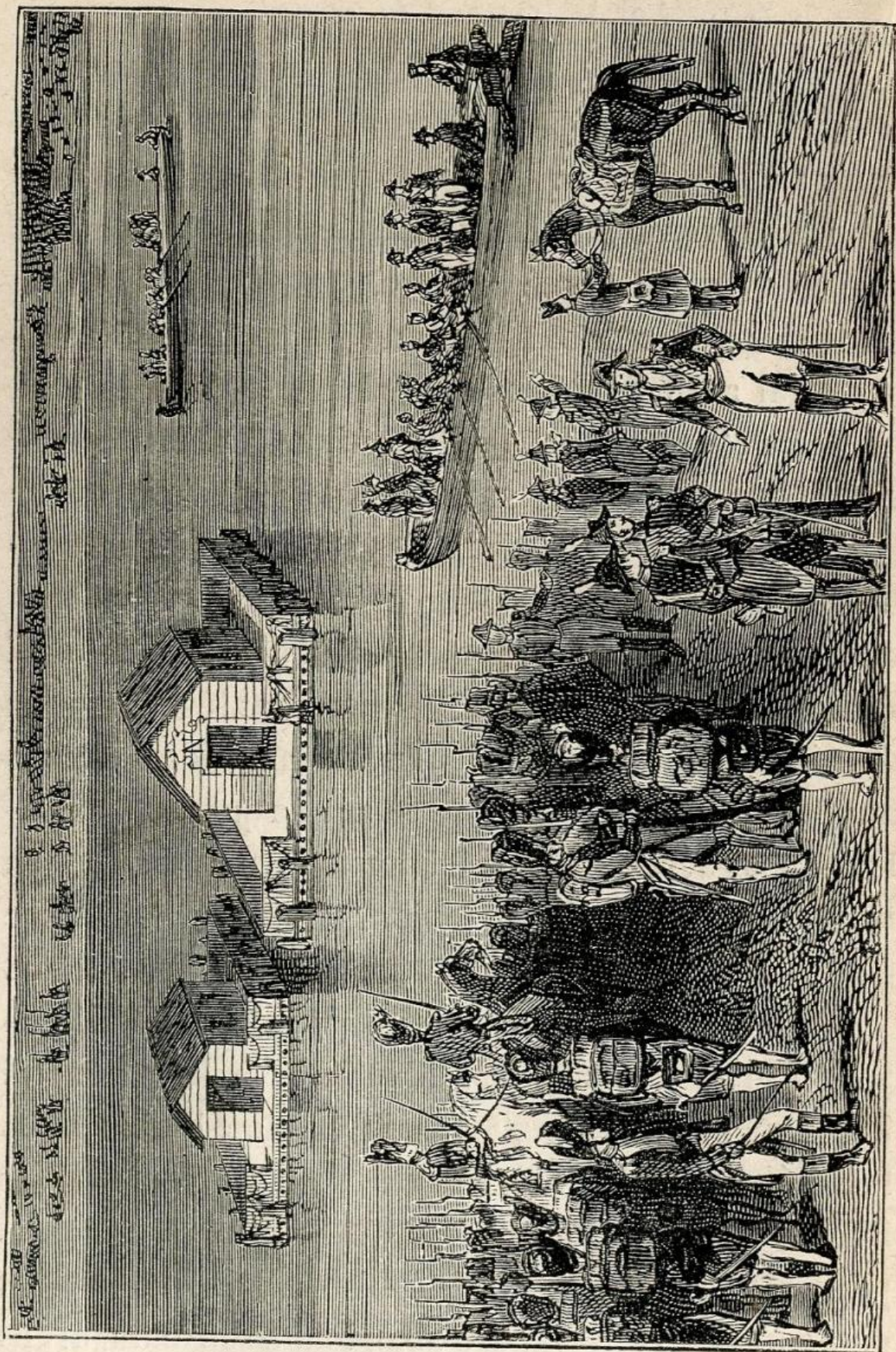
BATAILLE D'ÏÉNA

de parade, déshabitués des opérations militaires, surchargés de bagages. Nos désastres de 1870 n'ont-ils pas eu les mêmes causes ?

L'issue de la lutte n'était pas douteuse. L'armée française traversa les défilés de la Franconie et se concentra sur la Saale avec une rapidité foudroyante ; après quelques rencontres sur le cours supérieur de cette rivière, à Schleitz et à Saalfeld (9 et 10 octobre 1806), les grandes victoires d'Iéna et d'Auerstaëdt, gagnées le même jour par Napoléon et Davout ouvrirent à l'empereur la route de Berlin (14 octobre 1806). En six jours la puissance militaire de la Prusse fut anéantie ; une multitude confuse qui s'était réfugiée à Erfurth y fut rejointe par Murat qui la fit prisonnière de guerre ; une réserve de 18 000 hommes fut dispersée à Halle ; le prince de Hohenlohe, atteint à Prentzlow par Lannes et Murat, fut contraint de capituler avec tout son corps d'armée ; Spandau et Stettin se rendirent à la première sommation ; 24 000 hommes furent pris dans Magdebourg ; Blücher acculé à Lubeck fut contraint de se rendre après une résistance désespérée. Dans l'espace d'un mois, du 8 octobre au 8 novembre, l'armée prussienne disparut complètement et le royaume fut soumis tout entier, à l'exception de la Silésie et de la Prusse Orientale, où le roi s'était retiré avec sa famille.

Jamais royaume n'avait fait une aussi courte résistance à l'invasion. La Prusse s'était écroulée comme un édifice vermoulu. La raison de cet effondrement subit, de cette défaillance morale, n'est pas difficile à trouver. En face d'un homme de guerre tel que Napoléon, qui avait bouleversé les vieilles règles de l'art militaire et créé une nouvelle tactique, la Prusse avait vécu des souvenirs de la guerre de Sept Ans, comme la France avant 1870 vivait des souvenirs de ses victoires passées. Elle avait glissé dans la décadence sans s'en apercevoir, sans même s'en douter. Elle avait cru qu'on gagnait des batailles avec des légendes, que de vieux lauriers pouvaient remplacer des canons neufs. Elle avait oublié qu'une armée qui a été excellente peut devenir insensiblement médiocre, tout en restant brave, et qu'il faut toujours travailler sous peine de déchoir. La leçon, du moins, ne sera pas perdue.

Les Russes étaient arrivés trop tard sur le Niémen pour sauver leurs alliés. L'audace de leur général Bennigsen rendit longtemps incertaine l'issue de la lutte. Mais après les victoires de Napoléon sur les Russes à Pulstuck, à Eylau, à Friedland, après la prise des places de Silésie, puis de Dantzig et enfin de Kœnigsberg, Alexandre abandonna son malheureux allié, Frédéric-Guillaume, à la vengeance de Napoléon. La Prusse fut la victime immolée à cette entre-



ENTREVUE DE TILSITT

vue de Tilsitt où les deux empereurs se réconcilièrent, au moins momentanément. Puisque la Prusse n'avait pas voulu devenir notre alliée pour servir de boulevard à la France contre la Russie et l'Autriche, il fallait, selon les plans de Napoléon, qu'elle fût démembrée ; c'était là une des nécessités de la situation où ses rêves insensés de domination universelle mettaient l'empereur.

La Prusse fut donc sacrifiée : elle perdit tout ce qu'elle possédait sur la rive gauche de l'Elbe ainsi que les provinces qui avaient appartenu autrefois à la Pologne et qui, érigées en duché de Varsovie, furent cédées au roi de Saxe. Avant la guerre de 1806, la population de la Prusse était de 10 000 000 d'âmes ; elle fut réduite par le traité de Tilsitt à 6 000 000. L'empereur ne se contenta pas de la mutiler, de lui enlever ou de démanteler toutes ses forteresses. Il l'écrasa sous le poids des réquisitions et des contributions de guerre, lui interdit d'entretenir une armée active de plus de 42 000 hommes, l'astreignit au système du blocus continental qui ruinait son commerce et son industrie, prolongea l'occupation militaire de son territoire, disposa de ses routes pour le transport de ses munitions et de ses troupes, ne lui épargna, en un mot, aucune vexation, aucune honte, aucune humiliation.

Napoléon pouvait croire que désormais la Prusse ne pèserait pas plus dans la balance européenne qu'une de ces principautés allemandes qu'il maniait et remaniait à sa guise comme une pâte molle. Le despote, habitué à l'obéissance servile, comptait sans le patriotisme du peuple allemand.

CHAPITRE III

LES PRÉPARATIFS DE LA REVANCHE

La souffrance est féconde pour les peuples comme pour les individus. Au moyen âge, les malheurs de l'invasion anglaise avaient créé en France l'idée de la patrie et le sentiment national. Le désastre d'Iéna produit en Allemagne le même résultat. A partir de ce moment la Prusse commence une nouvelle histoire ; le malheur l'a régénérée ; elle se relève et se réorganise sous l'œil même du vainqueur. Une seule pensée anime toute la nation : celle de la vengeance. Il n'y a pas de divisions dans la défaite ; le roi, battu à Iéna, humilié à Tilsitt, ne perd rien de son autorité. Aux ministres courtisans et routiniers, aux Lombard, aux Beyme, aux d'Haugwitz, succèdent des réformateurs énergiques, guidés par un homme remarquable, le baron de Stein.

Les situations décisives mettent ordinairement en lumière les hommes de génie : le baron de Stein représente le réveil national. Cet ennemi féroce des

Français mérite cependant notre admiration. C'est avec sa rigidité hargneuse, son patriotisme bourru, sa foi religieuse et nationale devenue du fanatisme, qu'il donne à la Prusse l'élan nécessaire. Ce grand seigneur qui déteste la Révolution française et tout ce qui s'y rattache, se dégage cependant, à force de patriotisme, des préjugés de sa caste. Il consent à relever le peuple de l'abaissement où il gisait pour relever l'Allemagne. « Ranimons », écrit-il au roi, « ranimons le sentiment de l'existence commune, utilisons des forces qui sommeillent; que l'esprit de la nation et l'esprit de l'autorité fassent alliance. »

Et alors, sous son énergique impulsion, se succèdent rapidement les réformes salutaires qui associent et intéressent tout à la défense du pays. Les principales sont : la réforme des lois territoriales, la réforme des municipalités et la réforme militaire.

Jusque-là les nobles seuls pouvaient posséder des biens fonds. Une loi détruit ce privilège. Le vasselage de la glèbe, et en général toutes les juridictions héréditaires, débris odieux de la féodalité, cessent d'exister; bourgeois et paysans, tous les citoyens sont autorisés à acquérir, à posséder et à faire valoir la terre. Les nobles, à leur tour, ne dérogeront plus en s'occupant d'industrie et de commerce. Une autre loi complète l'émancipation des paysans en assurant leur

sort. Tout vassal héréditaire devient propriétaire légal des deux tiers du domaine qu'il exploite.

Il ne suffit pas que la terre soit accessible au travail de tous. Attachés au pays par la propriété, les citoyens doivent y être attachés plus intimement encore par le droit de participer à l'administration de leurs communes. Les municipalités sont donc déclarées électives; tous les habitants, soumis à de certaines conditions de cens, mais sans aucune distinction de naissance ou de culte, choisissent eux-mêmes leurs magistrats.

L'armée enfin est régénérée par de nouveaux principes. Les grades d'officiers, réservés jusque-là aux hommes de race noble, sont désormais accessibles à tout le monde et deviennent la récompense du mérite personnel.

Ces réformes nous paraîtraient aujourd'hui de peu d'importance; car nous avons acquis, depuis 1789, des libertés beaucoup plus étendues. Mais à l'époque où nous sommes et dans un pays essentiellement féodal comme la Prusse, elles constituent une véritable révolution. Les Prussiens, divisés et parqués depuis le temps de Frédéric le Grand en classes et en catégories, commencent ainsi à vivre de la vie d'une nation et profitent indirectement des principes nouveaux que la Révolution française a proclamés.

Le général Scharnhorst, ministre de la guerre, s'associe énergiquement à l'œuvre du baron de Stein. Il trouve le moyen d'augmenter l'armée et de préparer des ressources pour l'avenir, sans violer ouvertement le traité de Tilsitt qui limitait à 42 000 hommes les forces militaires de la Prusse. Voici son stratagème : il réduit des trois quarts les cadres de l'infanterie, des deux tiers ceux de la cavalerie et dans des proportions moindres ceux des autres armes. Il renvoie dans leurs foyers des milliers de sous-officiers et de soldats qui n'auraient pu entrer dans les cadres conservés ; mais le congé qu'il leur donne n'est pas définitif. Ils restent tous à la disposition de l'État pour être rappelés au besoin à son service. Scharnhorst crée ainsi une réserve précieuse qu'il augmente graduellement par un système de roulement : à plusieurs reprises il met en congé un certain nombre de soldats suffisamment instruits et les remplace par des recrues qui, une fois exercées, sont remplacées à leur tour sous les drapeaux par de nouvelles recrues et vont grossir la réserve. C'est ainsi, qu'à l'insu de Napoléon, s'organise sur toute la surface du territoire une sorte d'armée mystérieuse, exercée régulièrement dans chaque village et prête à se lever au moindre signal. Le pays tout entier se prête avec un admirable dévouement à cette supercherie patriotique d'où sortira la landwehr.

A cette période d'activité enthousiaste appartient une œuvre aussi étrange qu'audacieuse : la création du Tugendbund. Au moment où Stein arrivait aux affaires en 1807, un jeune magistrat, Bardeleben, lui avait adressé un écrit intitulé *l'Avenir de la Prusse*, où il engageait tous les citoyens à oublier leurs divisions, à se serrer autour du pouvoir, à former un grand parti national. Joignant l'exemple au précepte, il avait réuni une vingtaine d'associés qui mettaient leurs efforts en commun, disaient-ils, pour combattre chez eux, chez les autres, chez le gouvernement, toute pensée d'égoïsme. Bientôt les affiliés se comptèrent par milliers. L'association couvrit la Prusse et de la Prusse s'étendit sur l'Allemagne entière. Le prestige qu'exercent toujours les sociétés secrètes venait ainsi en aide à la passion patriotique. Le conseil général de la Ligue de la Vertu (c'est la traduction du mot Tugendbund) siégeait à Kœnigsberg ; il transmettait ses ordres aux conseils provinciaux et aux chambres de district. L'ensemble formait un vaste organisme, mû par une pensée unique, qui était de restaurer la force et la moralité allemandes. Une telle association ne pouvait échapper longtemps à la police impériale et le Tugendbund fut dissous en 1810, sur l'ordre de l'empereur. Mais il arriva ce qui arrive toujours en pareil cas : les agents impériaux s'empressent d'écrire



UN PATRIOTE ALLEMAND APRÈS IÉNA

a leur maître que tout est rentré dans l'ordre, que la tranquillité règne partout ; mais en réalité l'élan populaire ne s'arrête point ; le Tugendbund, plus redoutable depuis qu'il est plus caché, pénètre dans les masses, se ramifie à l'infini et prépare l'explosion révolutionnaire et nationale de 1813.

En même temps la Prusse retire de ses misères et de ses humiliations un profit inespéré, Napoléon fait d'elle une sorte de martyre allemande ; il attire sur elle les regards du reste de l'Allemagne. C'est la Prusse qui désormais va représenter la patrie allemande contre le despotisme de Napoléon.

La patrie allemande ! voilà un mot nouveau qui apparaît dans l'histoire. Jusqu'en 1789 l'Allemagne n'avait pas eu de vie nationale ; elle n'avait pas senti le besoin de l'unité. C'était un chaos de grands et de petits états, de monarchies et de républiques, de principautés laïques et héréditaires, de principautés ecclésiastiques et électives. Il n'y avait pas de centre de ralliement ; chaque prince agissait presque à sa guise et se souciait fort peu du Saint-Empire germanique. Les nobles des bords du Rhin servaient indifféremment la cour de Vienne et celle de Berlin, souvent même celle de Versailles. Beaucoup d'entre eux avaient des enfants dans l'armée prussienne, dans l'armée autrichienne et dans l'armée française ! Ces

bizarreries ne choquaient personne ; car le patriotisme germanique n'était pas encore né. La France profitait, plus qu'aucun autre pays, de cet état de choses ; les petits princes allemands étaient, selon l'expression d'un historien, « comme autant de tampons qui amortissaient les chocs entre la France, la Prusse et l'Autriche. »

Mais tout à coup voici qu'éclatent les guerres de la Révolution : la France revendique à bon droit, la rive gauche du Rhin et les populations rhénanes acceptent joyeusement ce changement de patrie. Mais Napoléon vient compromettre cet heureux résultat ; il traite l'Allemagne comme un pays conquis ; il dépasse les frontières naturelles de la France, étend son empire jusqu'à Hambourg et Lubeck, c'est-à-dire sur des territoires de race, de langue et de mœurs purement germaniques. Il taille sur le Wéser et l'Elbe des principautés et des royaumes pour ses généraux et ses frères ; il ruine l'industrie et le commerce de ces malheureux pays pour les exigences du blocus continental ; il donne d'une main aux populations les bienfaits de notre code civil ; mais de l'autre il les écrase de contributions et de réquisitions ; il sème les os des alliés allemands par toute l'Europe, depuis Cadix jusqu'à Moscou et alors sous ce despotisme brutal la haine s'accumule dans les cœurs, le pa-

patriotisme s'éveille ; les Allemands se sentent membres d'un corps national. Ils comprennent que jusque-là la raison de leur impuissance a été leur division ; ils veulent enfin s'unir ; ils cherchent un chef : Où le trouveront-ils, sinon à Berlin ? C'est de Berlin qu'on attend désormais le mot d'ordre et le signal.

Le baron de Stein comprend et encourage ces dispositions de l'opinion publique. Il écrit mémoires sur mémoires afin d'établir la nécessité d'une grande insurrection de l'Allemagne. Il s'appuie sur l'exemple, donné à ce moment par l'Espagne, d'un peuple se soulevant en masse pour défendre sa liberté. Il montre les armées françaises qui s'émiettent et disparaissent sous les coups des insaisissables guérillas. Il calcule ses ressources, il range ses hommes en bataille et par dessus tout, il invoque la colère des peuples allemands.

C'est en vain que Napoléon exige et obtient de Frédéric-Guillaume le renvoi du baron de Stein : l'élan est donné : le mouvement ne s'arrêtera point. Retiré en Russie, le redoutable proscrit, qui a eu l'honneur d'être signalé par la haine impériale comme le héros du patriotisme allemand, ne cesse d'agir sur l'Allemagne. « Que d'écrivains en Allemagne » dit-il dans une lettre, « que de savants, que de professeurs aimés de la jeunesse ! quelles généreuses phalanges d'étudiants dans les Universités ! Voilà les ressources

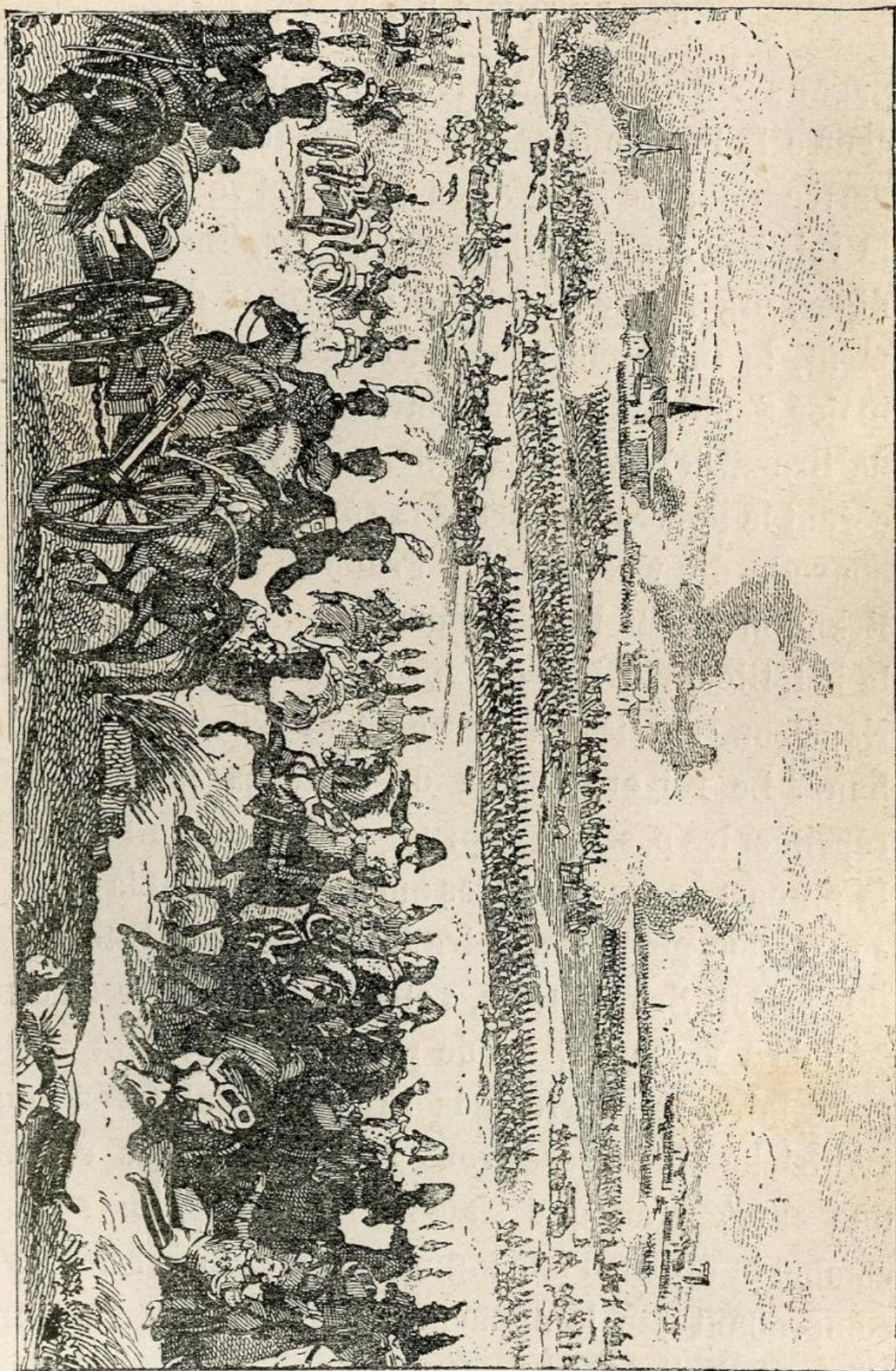
qu'il faut mettre à profit ! Si la génération actuelle doit vivre et mourir sous le joug, pensons à la génération qui se lève ; transformons-la par les moyens qui nous restent encore ; rendons l'éducation libérale et forte ; rendons la science patriotique. »

Ces paroles ne sont pas perdues. Guillaume de Humboldt, un des plus grands penseurs de l'Allemagne moderne, mis à la tête de la nouvelle Université de Berlin, réorganise l'enseignement. Il demande aux sciences, surtout à l'histoire et à la philosophie, de rétablir l'équilibre moral de la société allemande et de lui fournir des croyances solides. Il est persuadé que le patriotisme le plus pur est celui qui sort de la source la plus élevée et que la discipline morale prépare la discipline militaire.

C'était une idée hardie, étrange même, au premier abord, que de compter sur la culture intellectuelle pour prendre une revanche par les armes. Les faits donnèrent cependant raison à Humboldt ; ce furent les étudiants allemands qui vainquirent à Leipzig. Nous commençons aujourd'hui à le comprendre : trop longtemps nous avons négligé cette force puissante, ce moyen d'entraînement qu'on appelle l'éducation ; il importe d'en user.

Mais n'anticipons pas sur les événements. En 1809, le désir de profiter des embarras de la guerre d'Es-

pagne ayant décidé l'Autriche à recommencer la guerre contre la France avec le concours de l'Angleterre, le parti national se souleva en Prusse et voulut entraîner le roi. Les chefs militaires, Blücher, Gneisenau, Rüdiger, organisèrent, malgré les ordres du gouvernement, le soulèvement général de la population. Le major Schill avec son régiment de hussards et le duc de Brunswick avec sa « légion vengeresse » commencèrent la guerre de partisans comme en Espagne. La nouvelle des victoires des Français à Abersberg et à Eckmühl arrêta le mouvement pour quelques jours ; la bataille d'Essling, qui fut presque une défaite pour Napoléon, ranima les espérances et l'activité du Tugendbund. Le roi eut besoin de toute sa fermeté pour réprimer les passions imprudentes. Il dut lutter contre la plupart de ses ministres qui demandaient la guerre. « Je ne veux point descendre déshonoré dans la tombe, » lui écrivait Scharnhorst, « et je le serais si je ne conseillais à Votre Majesté de profiter du moment actuel pour faire la guerre à la France. Voulez-vous que l'Autriche victorieuse vous rende vos États comme une aumône ou que Napoléon désarme vos soldats comme la milice d'une municipalité ». Le roi tint bon, comprenant que le moment n'était pas encore venu. Et, en effet, il fallait du temps pour réorganiser l'armée. Chevaux, artillerie, tout lui manquait ; enfin, et

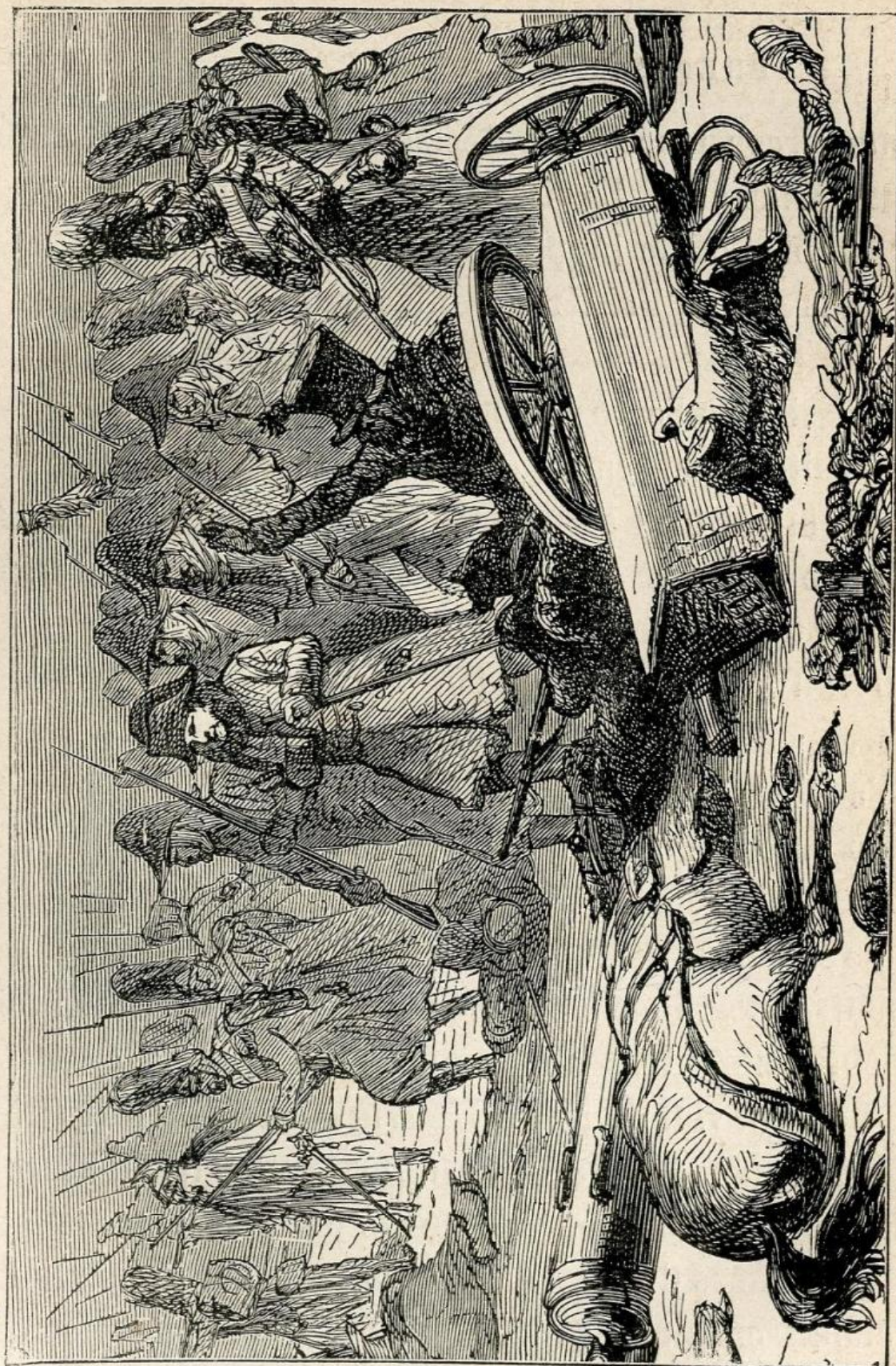


VICTOIRE DE WAGRAM

cette circonstance était décisive, la Russie était l'alliée de Napoléon. La victoire de l'empereur à Wagram, suivie bientôt de la paix de Vienne (octobre 1809), donna raison à Frédéric-Guillaume et justifia sa neutralité.

Aussi bien l'occasion n'était pas perdue. On commençait à comprendre que les entreprises de Napoléon étaient trop gigantesques pour réussir. A Paris comme à Vienne on ne croyait plus à la longue durée d'une telle fortune. « Napoléon ne gouverne pas », écrivait un jour à Stein son ami le général Pozzo di Borgo « il joue avec l'univers, mais cela n'est permis qu'à Dieu, car Dieu seul est éternel. » Stein comptait bien en effet que les épreuves de l'Europe et la servitude de l'Allemagne allaient avoir une fin. Il a laissé un recueil de pensées politiques et morales où se montre sa grande âme de patriote, où éclate sa foi inébranlable dans un avenir meilleur.

Le salut vint du Nord. La mauvaise foi de la Russie dans la guerre de 1809, le traité de Vienne qui accrut de dix millions d'âmes le duché de Varsovie, malgré les instances du czar Alexandre, et parut préparer le rétablissement du royaume de Pologne, l'annexion de la Hollande, de Hambourg, de Lubeck, du duché d'Oldenbourg, les mécontentements excités par le blocus continental, l'or de l'Angleterre, l'espèce de vertige



RETRAITE DE RUSSIE

qui s'empara de Napoléon, toutes ces causes réunies rendirent une nouvelle lutte inévitable entre la France et la Russie. La Prusse ne pouvait rester neutre. Si elle avait hésité un moment, Napoléon marchait sur elle et l'écrasait. Frédéric-Guillaume se résigna donc à l'alliance française et envoya un contingent prussien à la Grande-Armée.

Nous ne raconterons pas ici la désastreuse campagne de Russie où 300 000 Français restèrent ensevelis sous la neige. Le corps prussien, placé à l'aile gauche sous les ordres de Macdonald, n'y joua qu'un rôle insignifiant. Mais après le désastre de la Grande-Armée, les peuples vaincus reprirent confiance et les haines contenues se déchaînèrent. On vit alors les tristes conséquences *de la politique impériale*.

CHAPITRE IV

LA REVANCHE PRUSSIENNE

L'armée russe avait presque autant souffert que l'armée française depuis Moscou jusqu'au passage de la Bérésina. Alexandre était donc hors d'état de poursuivre sa victoire à moins que l'Allemagne ne se déclarât en sa faveur. Or il était certain que l'Allemagne suivrait la Prusse et que la Prusse prendrait le parti que lui indiquerait le contingent prussien récemment revenu de Russie avec le corps d'armée de Macdonald. Il est aisé de comprendre les démarches de toute sorte qui furent faites auprès du général York, chef du contingent prussien. La situation était décisive. Napoléon, quoique vaincu, pouvait encore se relever à force de génie et demander compte aux Prussiens de leur trahison. York allait assumer une terrible responsabilité. Le patriotisme l'emporta sur tous les autres sentiments. Ayant réuni les officiers de sa colonne, York leur adressa cette brève allocution. « L'armée française a été détruite par la main vengeresse de

Dieu. L'heure est venue de recouvrer notre indépendance en nous réunissant à l'armée russe. Qu'il se joigne à moi, celui qui veut donner sa vie pour l'indépendance et la patrie ! Qu'il reste, celui qui ne le veut pas. Si je réussis, le roi me pardonnera peut-être ; si j'échoue, ma tête est perdue ; je recommande en ce cas à mes amis ma femme et mes enfants. » D'enthousiastes acclamations accueillirent ces paroles et le corps prussien alla rejoindre l'armée russe. C'était la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France (décembre 1812).

Le premier mouvement de Frédéric-Guillaume fut cependant de désavouer le général York et d'ordonner sa mise en jugement. Esprit timoré, toujours prêt à reculer devant un suprême effort, le roi voulait encore ménager l'empereur et jouer un jeu double avec le czar et avec Napoléon. Mais le pays avait perdu patience. Sous l'impulsion de Stein, les États de la Prusse orientale se réunirent spontanément à Kœnigsberg et proclamèrent l'armement de la landwehr et du landsturm. En quelques semaines, une population qui dépassait à peine un million d'âmes fournit plus de 80 000 soldats. Du Niémen à la Vistule, tout retentit du bruit de l'armement populaire. C'était une fièvre inouïe de dévouement. Le roi, retiré à Breslau, hésitait encore, mais il avait rappelé, au ministère de

la guerre, l'ami de Stein, le général Scharnhorst.

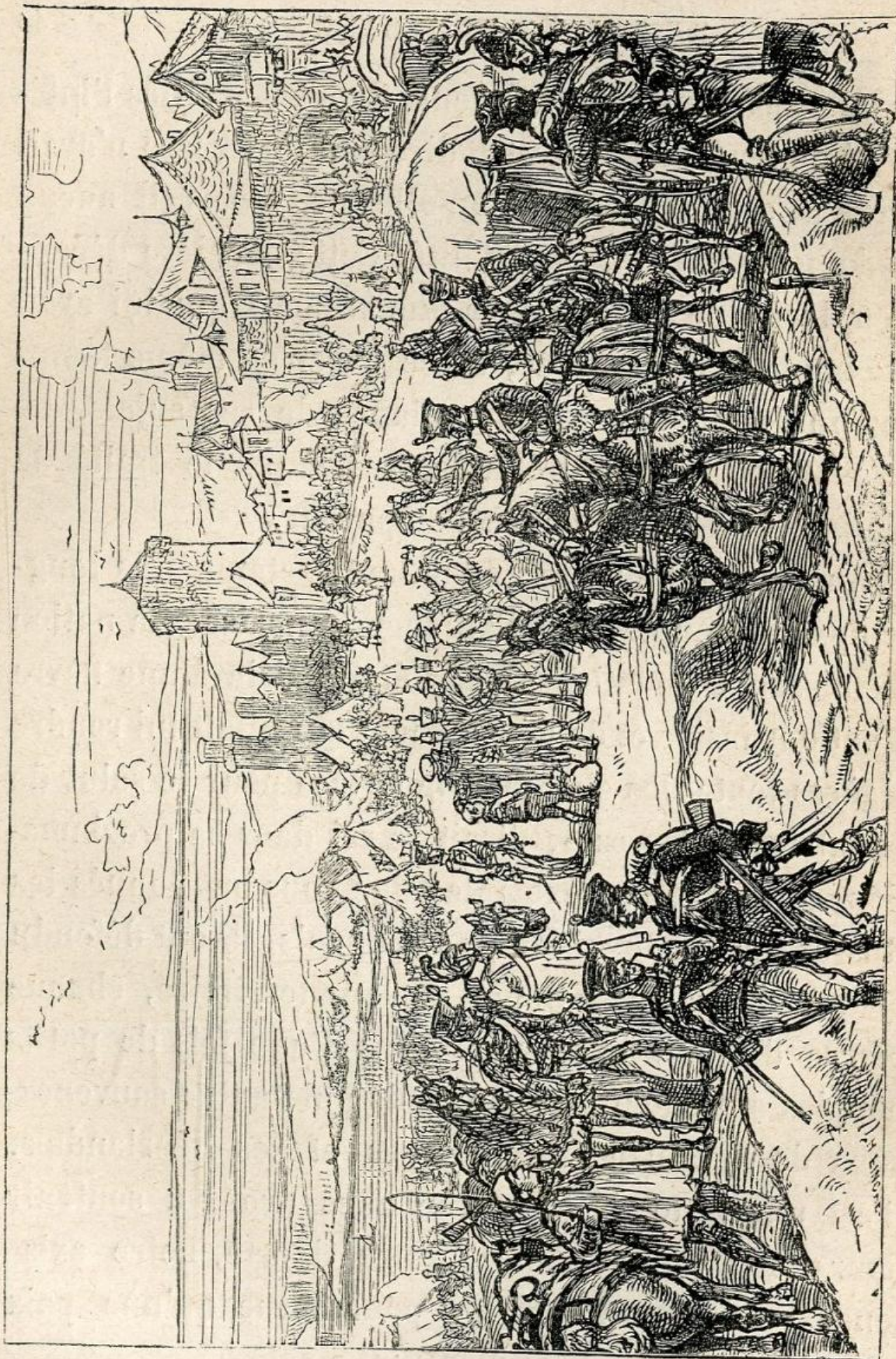
Scharnhorst décréta aussitôt des mesures qui allaient donner à l'armée de nouveaux éléments de force. Pour attirer au service militaire la classe aisée, il créa à la suite de chaque bataillon d'infanterie et de chaque régiment de cavalerie un détachement de chasseurs volontaires qui s'habillèrent et s'équipèrent à leurs frais, pour fournir plus tard des sous-officiers et des officiers. L'édit ajoutait que tout individu de dix-sept à vingt-quatre ans, apte au service, qui ne servirait pas au moins une année, ne pourrait obtenir ni emplois, ni dignités, ni distinctions. Peu après, Scharnhorst obtint un nouvel édit qui supprimait toutes les exemptions du service militaire, et déclarait que tout Prussien de dix-huit à vingt-quatre ans était tenu de s'enrôler dans les chasseurs volontaires ou dans l'artillerie, s'il ne voulait être incorporé dans un des régiments, comme une recrue ordinaire.

Frédéric-Guillaume hésitait encore à se jeter dans les bras d'Alexandre ; mais Napoléon acheva tout à fait de l'exaspérer. Sans lui demander son assentiment, il ordonna aux garnisons des forteresses de l'Oder et de Spandau de former leurs approvisionnements de siège aux dépens des pays environnants ; chose plus grave, le roi de Prusse apprit que, dans son discours au Corps législatif, Napoléon annonçait la

ferme résolution de maintenir à tous ses alliés l'intégrité de leurs États, c'est à dire que la Prusse n'avait rien à espérer de lui, qu'elle ne recevrait aucun dédommagement de sa fidélité. Cette dernière déception décida le roi à rompre une alliance qui lui avait été imposée par la force, à recouvrer en même temps son indépendance et la confiance de ses sujets. Le 1^{er} mai 1813 il s'alliait à la Russie par le traité de Kalisch et jetait le gant à l'empereur.

Aussi bien il eût été impuissant à retenir plus longtemps son peuple dans l'alliance française. La nation frémissait d'impatience; elle était saisie d'une fièvre d'enthousiasme et de dévouement qui allait lui rendre légères toutes les charges supportées pour le salut de la patrie. « Pensez », disait le roi dans sa proclamation, « pensez aux exemples que vous ont donnés les Russes, les Portugais et les Espagnols. Ils ont défendu pied à pied chaque pouce de leur territoire, chaque pierre de leurs murailles. Plus d'une fois de petits peuples ont triomphé d'ennemis puissants : souvenez-vous de l'héroïsme des Suisses et des Néerlandais. C'est une lutte décisive que nous avons à soutenir pour notre indépendance, notre liberté, notre existence : une lutte qui n'a pour issue qu'une paix honorable ou un trépas glorieux. »

La confiance du roi ne fut pas trompée ; la Prusse



ARMEMENTS DE LA PRUSSE EN MIL HUIT CENT DOUZE

allait jeter dans la balance un poids énorme : la Prusse, tombée de neuf millions d'habitants à quatre millions et demi, dévastée par la guerre, ruinée par la paix, la Prusse allait être la cause décisive de la chute de l'empire et malheureusement aussi de la France, qui avait eu le malheur irréparable de lier sa destinée à celle de Napoléon. La Prusse allait inspirer sa haine à tous les peuples coalisés. C'est elle qui repoussera les transactions, les ajournements, les congrès ; c'est elle qui criera sans cesse d'une voix implacable : « En avant. »

Les mesures de Scharnhorst avaient si bien réussi qu'il y avait, en 1813, 80 000 hommes prêts à rentrer dans l'armée. Tous les chevaux de selle et de trait propres à la guerre avaient été annuellement recensés, de sorte qu'immédiatement la cavalerie et l'artillerie furent équipées. Malgré les pertes énormes de matériel subies par l'armée prussienne en 1806 et en 1807, Scharnhorst avait mis dans les magasins 100 000 fusils et 400 canons. Les provinces prirent à leur charge l'habillement des troupes, l'équipement des chevaux ; toutes les villes se transformèrent en ateliers ; le soldat fut logé et nourri chez l'habitant ; de tous côtés des comités se formèrent qui provoquèrent des dons patriotiques et les dons affluèrent. En échange de leurs bijoux d'or et d'argent, les femmes reçurent des

bijoux de fer portant cette inscription : « Pour la patrie. » Enfin la nation entière fut mise sur le pied de guerre par l'organisation de la landwehr et du landsturm. La landwehr dut comprendre 132 bataillons et 100 escadrons, c'est-à-dire que derrière l'armée il allait se former une réserve de 120 000 hommes. L'édit sur le landsturm respirait une véritable fureur patriotique. « A l'approche de l'ennemi, était-il dit, les gens du landsturm doivent emmener tous les habitants avec leurs bestiaux et leurs effets, emporter ou détruire les farines et les grains, brûler les moulins et les bateaux, combler les puits, couper les ponts, incendier les moissons. Dans les villes occupées par l'ennemi, les bals, les fêtes, les mariages mêmes sont interdits. Le landsturm doit aussi combattre ; le combat auquel il est appelé sanctifie tous les moyens. Les plus terribles sont les meilleurs. Non seulement, soldat du landsturm, tu harcèleras continuellement l'ennemi, mais tu détruiras les soldats isolés ou en troupes, tu feras main basse sur les maraudeurs. »

C'est ce qu'avaient fait les Espagnols et c'est ainsi qu'ils avaient conservé leur indépendance. Ce programme de guerre doit être médité et appliqué autant que possible par tout peuple envahi. Il est ridicule de se piquer de courtoisie en face de l'ennemi. L'humanité perd la plus grande partie de ses droits en

temps de guerre. Au-dessus de tous les scrupules de conscience il y a le salut de la patrie.

De la Prusse le mouvement se propage dans toute l'Allemagne. Le général Wittgenstein s'adresse en ces termes à la nation allemande : « Qui voudra rester en repos, je ne le reconnaitrai pas pour allemand, qui n'est pas pour la liberté est contre elle. Voyez les Prussiens : toute la nation se lève en masse; le fils du paysan marche à côté de celui du prince. Il n'y a plus d'autre distinction que celle du talent et du zèle pour la cause sacrée. Saxons, Allemands, nos arbres généalogiques finissent avec l'année 1812; la délivrance de l'Allemagne fera seule renaître des races nobles. »

Blücher lui-même acclame la liberté de la presse. Du haut des chaires, dans les temples, dans les universités, partout retentissent les mêmes appels, les mêmes excitations. Arndt, dont la mémoire est encore chère à tous les Allemands, publie ses pamphlets incendiaires et appelle ses concitoyens à la guerre populaire, à la guerre sainte. Voici en quels termes il maudit Napoléon.

« Et l'abîme s'est ouvert et l'enfer a vomì son poison. Et un monstre est né et une abomination souillée de sang s'est dressée. Et son nom est Napoléon Bonaparte, un nom de désolation, un nom de malheur, un

nom de malédiction pour les veuves et les orphelins, un nom qui retentira parmi les cris de désespoir au jour du jugement. Debout, peuples, tuez-le, car je l'ai maudit; détruisez-le, car c'est un destructeur de la liberté et du droit. »

Arndt veut qu'on reprenne à la France les vieilles frontières de l'Allemagne, qu'on lui enlève tout le pays au delà du Rhin « partout où Dieu est prié en langue allemande. » Ces pamphlets enfantent des soldats, comme autrefois notre Marseillaise avait conduit à la victoire les troupes républicaines. Les philosophes eux-mêmes sortent de leur cabinet pour prendre part à la lutte. En 1793, Kant le stoïcien avait pleuré de joie en apprenant la chute de la Bastille; en 1813, son disciple Fichte lance l'anathème au nom de la libre pensée contre l'homme de Brumaire, l'homme du Consulat et de l'Empire. Les hymnes du poète Kœrner sont dans toutes les bouches. Les Universités sont désertes, car les professeurs et les élèves sont au régiment.

La Prusse n'est plus qu'un camp. On se serait cru en France aux jours de 1792, quand les Prussiens et les Autrichiens, précédés du manifeste de Brunswick, venaient restaurer l'ancien régime et recevaient à Valmy une rude leçon. De même que la Révolution française, en détruisant l'ancienne société avec tous les restes de la féodalité, avait créé en France une



NAPOLÉON ET LE DESTIN

Napoléon : « Va pour le tout* ». — Le destin : « J'ai gagné. »

nouvelle nation, de même sous l'influence des Stein, des Humboldt et des Scharnhorst, sous les excès de la tyrannie impériale, sous les malheurs et les humiliations de la patrie, une nouvelle nation avait grandi en quelques années sur le sol de la Prusse.

Par une amère ironie de la fortune, ou plutôt (avouons-le) par notre faute, les principes, qui avaient fait la force de la France républicaine, faisaient maintenant la force de la Prusse et de l'Allemagne. Nous avions laissé grandir le despote et nous supportons la faute de notre faiblesse. Depuis treize ans, la France avait pris l'habitude de la patience servile; elle avait donné, sans les compter, ses enfants au tyran qui avait semé leurs os sur tous les champs de bataille de l'Europe, au gré de son ambition et de ses caprices. Elle s'était aliéné toutes les nations pour donner des trônes aux parents de l'empereur; elle avait soulevé contre elle des haines irréconciliables pour que son maître eût une cour d'esclaves couronnés. Elle était tombée dans la servilité plus bas que les sujets des princes asiatiques : un Sénat, un Corps Législatif, un Conseil d'État muets et dociles, une administration rapace, une magistrature asservie, un code hérissé de peines barbares, une police infatigable, les lettres de cachet et d'exil, les prisons d'État, le monopole de la presse, la censure publique, l'Université menée au

son du tambour, la religion catholique faite institution d'État et imposant l'obéissance à l'empereur sous la menace des peines éternelles, le baillon mis à la philosophie, aux lettres et aux arts, le rétablissement de l'étiquette royale et des titres de noblesse, l'abaissement voulu des esprits et des intelligences sous l'effort d'une inquisition plus redoutable que l'ancienne inquisition d'Espagne, voilà quels étaient les instruments du règne de Napoléon ; voilà quels étaient les ressorts intérieurs de cette politique qui allait livrer à l'invasion la patrie démoralisée, affaiblie, impuissante.

Cette force morale que nous avons perdue passait justement à la Prusse et à l'Allemagne. C'est en adoptant, au moins pour quelques années, les principes de notre Révolution, que les coalisés allaient abattre Napoléon.

Avec son dédain ordinaire des nobles passions et son matérialisme brutal, Napoléon, qui réduisait tout à une question de chiffres, disait à Maret, en apprenant la défection de la Prusse : « Ce pays pourra m'opposer 40 000 hommes dans deux mois et jamais plus de 75 000. » Son calcul était grossièrement inexact. Il oubliait les grands élans qu'il avait cependant vus se produire dans la France républicaine. Au début de la campagne de 1813, la Prusse, avec une population de



4 500 000 âmes, avait mis sur pied 250 000 hommes. Si l'empire français eût été animé du même enthousiasme, il eût pu alors envoyer en Allemagne 4 000 000 de soldats.

La campagne de 1813, où Napoléon essaya de reconquérir la ligne de l'Oder, fut plus sanglante que toutes les campagnes précédentes. C'est que dans tous les corps d'armée, il y avait des régiments prussiens que l'idée de venger Iéna exaltait jusqu'au délire. A Lut-zen, il fallut l'incomparable artillerie de la garde pour venir à bout de la résistance de Blücher. Bautzen fut encore une victoire ; mais l'ennemi, dans ses revers, ne se démoralisait plus, ne se débandait plus comme autrefois. Les prodiges de la campagne d'Italie ou ceux de la campagne d'Ulm et d'Austerlitz ne se renouvelaient plus contre un adversaire qui ne cédait pas un pouce de terrain sans défense, qui ne laissait ni un prisonnier ni un canon. D'ailleurs, la Grande-Armée de 1813 n'était plus la Grande-Armée de 1805, cette formidable machine de guerre avec laquelle Napoléon avait frappé des coups si terribles. Nous n'avions plus que des troupes jeunes et de nouvelle formation, aussi braves, aussi pleines d'ardeur que les anciennes, mais auxquelles on ne pouvait pas demander des marches multipliées et rapides, sous peine de remplir les hôpitaux de malades et de voir fondre les bataillons.

Après Bautzen, la paix était cependant encore dans la main de Napoléon. L'Autriche désirait sincèrement la fin des hostilités; elle s'effrayait du rôle prépondérant que prenait la Russie et de son alliance avec la Prusse. Elle offrait de laisser sous l'autorité directe ou indirecte de Napoléon, la Belgique, la Hollande, les provinces rhénanes, la Savoie, le Piémont, la Lombardie, la Toscane et Naples. Elle demandait seulement qu'il renonçât au titre de protecteur de la Confédération du Rhin, qu'il rendît à l'Allemagne Hambourg, Brême et Lubeck; à l'Autriche, l'Illyrie; qu'il renonçât à son fantôme de duché de Varsovie qui offusquait les puissances du Nord sans satisfaire les Polonais. Ces conditions étaient avantageuses : l'alliance de l'Autriche rendait impuissante la coalition de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre. L'orgueil monstrueux de Napoléon rejeta cette chance de salut. C'était une faute inexcusable et irréparable dont la France devait supporter les conséquences. Les Prussiens, qu'avaient irrités ces négociations, apprirent avec joie qu'elles étaient rompues, et Blücher, dans son impatience, devança de deux jours le terme de l'armistice.

Napoléon avait alors sur pied près de 600 000 soldats, dont plus de 380 000 sur le théâtre de la guerre. Mais les coalisés, par un effort gigantesque qui dépassait

de beaucoup tous ceux des guerres précédentes, avaient armé plus de 800 000 hommes. « Les forces de Napoléon, » dit l'historien Thiers, « auraient cependant suffi et au delà, si les causes morales avaient été pour lui, au lieu d'être contre lui. Mais ses adversaires exaspérés étaient résolus à vaincre ou à mourir, et ses soldats, héroïques sans doute, mais se battant par honneur, étaient conduits par des généraux dont la confiance était ébranlée et qui commençaient à sentir qu'on avait tort contre l'Europe, contre la France, contre le bon sens : infériorité morale funeste et bien plus redoutable que l'infériorité matérielle du nombre. » Ajoutons aussi que, dans l'armée française, se trouvaient plusieurs corps allemands sur lesquels on ne pouvait plus guère compter.

Les Prussiens jouèrent un rôle considérable pendant cette campagne de 1813. Napoléon, vainqueur à Dresde, ne tira pas de sa victoire les résultats qu'il en espérait. Le général Vandamme, qui avait été chargé de poursuivre les Russes dans les défilés de la Bohême, fut battu et fait prisonnier à Kulm par le général prussien Kleist. Oudinot, qui avait reçu l'ordre de reconquérir Berlin, échoua devant le corps d'armée du transfuge Bernadotte et fut contraint de se réfugier sous le canon de Wittemberg après avoir perdu par la désertion plus de 10000 de ses auxiliaires allemands. En même

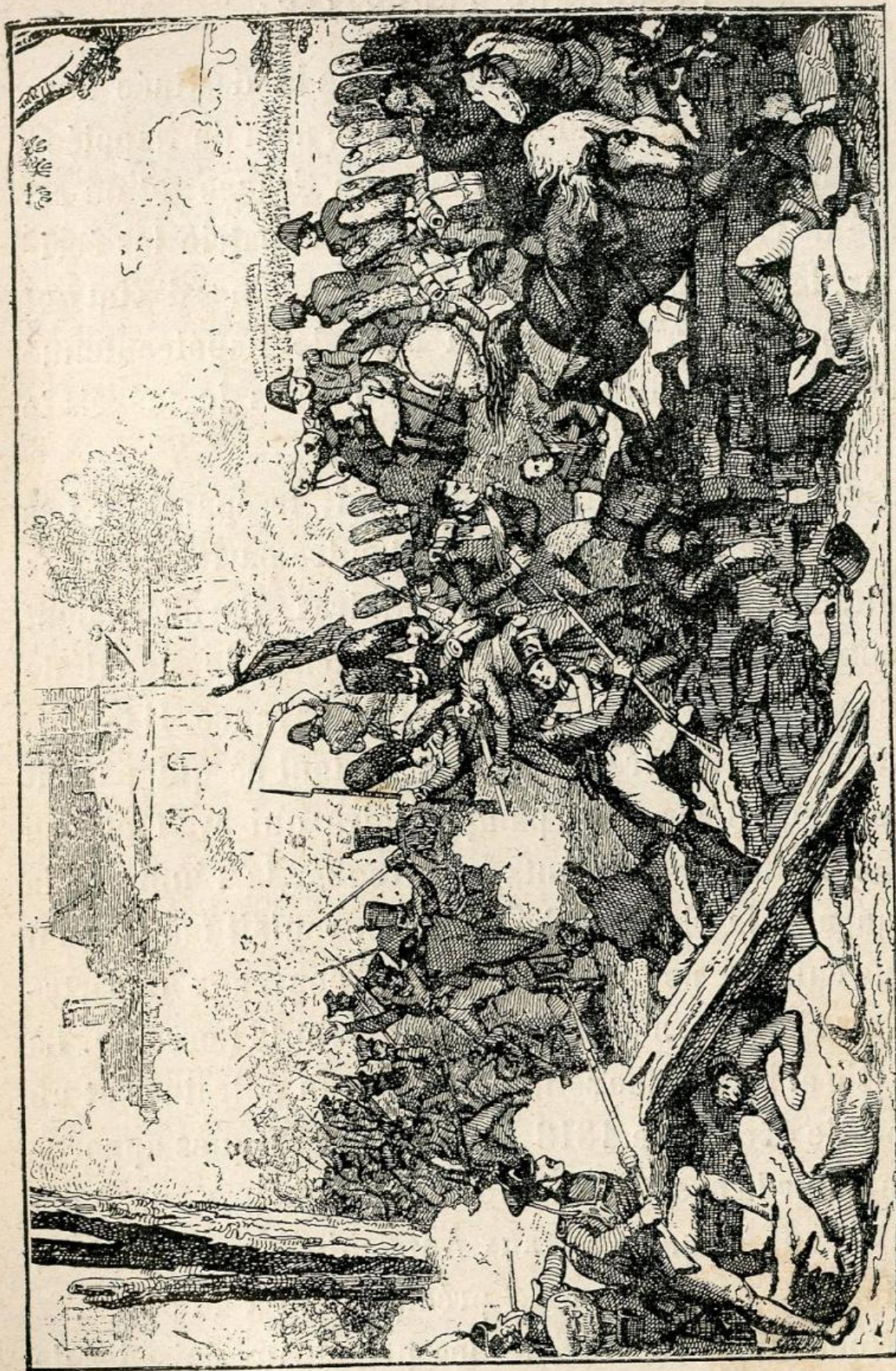
temps Macdonald, placé à l'issue des routes de Silésie, sur l'Oder supérieur, était battu à la Katzbach par Blücher. Le plan des alliés se développait méthodiquement; ils battaient les uns après les autres les lieutenants de Napoléon avant de s'attaquer à l'empereur en personne. D'autre part, les défections succédaient aux défections; le royaume de Westphalie s'écroulait d'un seul coup et la Bavière, comblée des bienfaits de Napoléon, entraît à son tour dans la coalition.

Le cercle se resserra peu à peu autour des troupes françaises; les armées alliées se concentrèrent graduellement sur Leipzig. Ce fut le 16 octobre 1813 que s'engagea cette lutte de Géants qu'on appelle la bataille de Leipzig, la bataille des Nations. Pendant trois jours, sous les efforts acharnés de forces triples, notre jeune armée de 1813, exaltée par l'excès du péril, égala ce qu'avaient été dans leurs plus grandes journées les vétérans de la République et de l'Empire. Il y eut 100 000 hommes par terre morts ou hors de combat. Mais enfin le nombre l'emporta; il fallut battre en retraite et, le 4 novembre, les restes de la Grande-Armée rentraient à Mayence. De tant de conquêtes il ne restait plus rien. La France épuisée allait être envahie et la grande génération de 1792 n'était plus là pour la défendre. Quatorze ans de guerres lointaines avaient épuisé le sang de notre peuple;

quatorze ans de despotisme avaient brisé son âme.

Pendant cette campagne meurtrière, les Prussiens semblaient avoir communiqué leur acharnement aux armées alliées. C'étaient eux qui, dans la journée du 18 octobre, avaient revendiqué, en présence des Russes, l'honneur de s'élancer les premiers contre le faubourg de Probstheyda, clef des positions françaises. C'étaient les Prussiens qui allaient entraîner la coalition sur Paris. L'étranger, en effet, hésitait encore à franchir le Rhin. Le souvenir de ses défaites le rendait prudent. Il redoutait encore quelque réveil soudain de la France, quelque coup de désespoir de Napoléon. L'Autriche, qui ne se souciait pas de courir de nouveaux risques, fit parvenir à Napoléon de nouvelles propositions de paix ; elle consentait à laisser à la France ses limites naturelles, tracées par les Pyrénées, les Alpes et le Rhin ; il ne resterait qu'à déterminer la ligne de division du côté de la Hollande et du Piémont. Ces bases étaient fort acceptables. La France avait ainsi tout ce qu'elle pouvait désirer, tout ce que lui avaient donné les premières guerres de la Révolution. Toute possession en dehors de ces limites n'était qu'une surcharge et un embarras.

Cependant l'incorrigible orgueil de Napoléon rejeta ces propositions et acheva la ruine de la France. Quand on lit le récit de ces négociations, où le caprice



DÉFENSE DE PROBSTHEYDA

d'un homme se joue impunément de la destinée d'un peuple, on se demande comment le nom de Napoléon a pu jamais redevenir populaire en France; et on est tenté de regarder comme traîtres à la patrie les écrivains, les poètes, les historiens, les hommes d'État qui ont contribué à restaurer la légende napoléonienne au lieu de maudire et d'ensevelir dans le mépris le souvenir du despote.

Quoi qu'il en soit, la faute était irréparable. Les Prussiens étaient indignés d'entendre parler de paix : militaires, diplomates, universitaires, ils obsédaient l'empereur de Russie pour lui arracher le signal de l'invasion et du démembrement de la France. Il fallait, criaient-ils, rendre à l'Allemagne tout ce qui parlait allemand. Gœrres, un pamphlétaire qui avait été en 1793 un des plus ardents à provoquer la réunion à la France de la rive gauche du Rhin, voulait maintenant nous enlever non seulement nos nouveaux départements rhénans, mais encore l'Alsace et la Lorraine. La Russie et l'Autriche se laissèrent enfin entraîner et au mois de décembre 1813 les bandes cosaques apparurent pour la première fois en France mêlées aux Prussiens, aux Allemands, aux Autrichiens, aux Anglais, à tous les peuples qui se précipitaient à la curée.

Nous allons raconter ici les principaux épisodes de cette merveilleuse campagne de 1814 où Napoléon

déploya toutes les ressources de son génie militaire, où l'esprit de 1792 anima nos jeunes conscrits contre les forces écrasantes de la coalition. La France fut envahie sur trois points : les Autrichiens de Schwarzenberg pénétrèrent en Franche-Comté ; Blücher passa le Rhin et les Anglais vinrent donner la main à Bernadotte en Belgique. Napoléon opposa cent mille hommes à ces trois armées qui en comptaient plus de trois cent mille, outre l'armée anglaise qui à ce moment franchissait les Pyrénées. Il jugea que le plan des alliés était de diriger l'armée de Schwarzenberg par Belfort, Langres et Troyes sur Paris, tandis que Blücher s'avancerait par la route de Metz et voudrait joindre Schwarzenberg sur la Marne. Il prit ses dispositions en conséquence, fit replier les maréchaux Marmont, Victor, Ney, Mortier, en deçà des Vosges pour couvrir les vallées de la Marne, de l'Aube et de la Seine, avec une soixantaine de mille hommes. Pour lui, il se proposait de manœuvrer entre l'Aisne et la Seine en profitant de toutes les occasions favorables pour tomber successivement sur les divers corps ennemis. Il atteignit Blücher sur l'Aube et le battit à Brienne (29 janvier) ; mais, malgré l'admirable combat de la Rothière où trente-deux mille hommes gardèrent pendant une journée leurs positions contre cent mille, il ne put empêcher la jonction de Blücher

et de Schwarzenberg. La situation était terrible ; si les alliés poussaient en masse sur Paris, rien ne pouvait les arrêter. Par bonheur ils commirent la faute de se diviser ; il fut convenu entre eux que Blücher descendrait la Marne et Schwarzenberg la Seine. Napoléon mit à profit les circonstances avec une rapidité extraordinaire, et chargea Victor et Oudinot de défendre la Seine contre les Autrichiens et courut après Blücher qui menaçait la retraite du petit corps de Macdonald. Il l'atteignit dans le pays coupé, boisé, sillonné de petites rivières, qui s'étend de Sézanne à Château-Thierry. Il tomba avec trente mille hommes au milieu de soixante mille ennemis séparés des uns des autres et ne leur laissa pas le temps de se réunir. Le 10 février, il détruisit un corps russe à Champ-Aubert ; le 11 il battit à Montmirail le corps russe de Sacken ; le 12 il défit à Château-Thierry le corps prussien d'York ; puis il revint sur Blücher qu'il rencontre à Vauchamps et le rejette au delà des Vertus. L'armée de Blücher était désorganisée et à moitié détruite. Ces quatre journées lui avaient coûté plus de trente mille hommes. On revenait aux beaux jours de la guerre d'Italie ; c'est qu'il y avait toujours deux hommes dans ce personnage étrange de Napoléon : l'empereur qui perdait la France et le général Bonaparte dont le génie militaire n'avait point baissé. Mal-

heureusement l'inégalité des forces était telle que ces succès ne décidèrent rien. Paris dégagé vers la Marne était menacé vers la Seine, et les avant-gardes de Schwarzenberg étaient à Provins et à Fontainebleau. Napoléon le battit à Montereau (18 février), mais Blücher, qui avait reformé son armée à Châlons, s'était rabattu avec rapidité de la Marne sur la Seine et venait rejoindre Schwarzenberg. Il comptait que son arrivée allait être le signal d'une bataille décisive; elle fut cependant retardée, car Schwarzenberg était allé conférer avec les souverains qui se trouvaient alors à Chaumont. Blücher et son état-major, qui attendaient impatiemment entre Méry-sur-Seine et Arcis-sur-Aube la grande bataille projetée, furent hors d'eux-mêmes quand ils apprirent qu'elle était ajournée. Ils firent connaître leur mécontentement au czar Alexandre et le gagnèrent par d'adroites flatteries : l'armée de Blücher fut doublée par l'adjonction des deux corps principaux de Bernadotte et le général prussien fut chargé d'opérer en arrière de Napoléon et de lui couper les communications avec Paris pendant que Schwarzenberg lui ferait face. Les coalisés consolidèrent leur alliance par un traité signé à Chaumont. L'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse s'engageaient à entretenir chacune cent cinquante mille soldats jusqu'à la fin de la guerre; l'Angleterre, de



Blücher

PORTRAIT ET SIGNATURE DE BLUCHER

Le portrait est gravé d'après un croquis du romancier Hoffmann.

plus, devait fournir un subside annuel de 150 millions.

Blücher se tourna donc de la Seine vers la Marne au devant des puissants renforts qu'on lui envoyait. Napoléon tenta de renouveler l'opération qui lui avait si bien réussi une première fois. Il laissa sur l'Aisne pour contenir Schwarzenberg les maréchaux Oudinot et Macdonald et le général Gérard ; puis il courut prendre en flanc Blücher pour le pousser ensuite de la Marne vers l'Aisne : la perte de Blücher semblait inévitable ; les alliés n'étant maîtres d'aucun pont sur l'Aisne, Blücher, qui suivait la route de Soissons, devait être broyé par Napoléon contre les murs de cette place.

Tandis que Napoléon poussait Blücher devant lui, les renforts, commandés par Bulow et Winzingerode, arrivaient sur Soissons par les deux rives de l'Aisne et sommaient cette place de se rendre. La garnison ne comptait qu'un millier d'hommes ; il fallait donc tenir à tout prix un jour ou deux, dût-on se faire emporter d'assaut, dût-on perdre jusqu'au dernier homme. La résistance était pour le gouverneur de la ville un devoir sacré. Mais il perdit la tête devant les menaces de l'ennemi et capitula. Le 3 mars au soir, Bulow et Winzingerode se rejoignirent dans Soissons et le 4 Blücher fit sa jonction. Il était maître du passage de

l'Aisne et ses forces étaient doublées. Il avait maintenant plus de 100 000 hommes contre 50 000. Ce fut pour Napoléon un coup effroyable. Il se raidit contre le sort. Il réussit à déloger Blücher des hauteurs de Craonne, mais tous ses efforts échouèrent devant la montagne de Laon. Il dut se résigner à rebrousser chemin.

La situation était redevenue bien sombre ; à l'intérieur le parti des émigrés se remuait activement et appelait les alliés ; au sud le maréchal Soult était contraint d'abandonner ses positions de l'Adour et les Anglais entraient à Bordeaux (12 mars). Napoléon prit alors le parti désespéré d'aller rallier les garnisons de l'Est et soulever la Lorraine sur les derrières de l'ennemi ; il commença ce mouvement après le beau combat d'Arcis-sur-Aube, espérant que Schwarzenberg hésiterait à marcher sur Paris. Mais dans une guerre comme celle que faisaient à ce moment les alliés, la politique avait encore plus d'importance que l'art militaire et les gens qui connaissaient le mieux l'état de la France assuraient qu'une marche rapide sur Paris était un moyen assuré de terminer la guerre sur le champ en renversant le trône de Napoléon. La marche sur Paris fut donc décidée. Marmont et Mortier, avec ce qui leur restait de troupes, parvinrent à regagner Paris ; la grande armée alliée arriva devant les

faubourgs quelques heures après les deux maréchaux. Paris flottait entre l'agitation et la stupeur; il voyait sans regret s'en aller l'Empire, mais il contemplait avec douleur et humiliation l'invasion devant laquelle il s'écroulait. Ces armées étrangères, qu'on n'avait pas aperçues depuis les guerres des Anglais et que les volontaires de la Révolution avaient refoulées au delà du Rhin, l'Empire les amenait au cœur de la France.

Talleyrand, l'ancien ministre de Napoléon, devenu l'émissaire des Bourbons, avait fait assurer les souverains étrangers qu'à leur approche Paris se soulèverait pour les recevoir. C'était bien mal comprendre les sentiments populaires. Le peuple haïssait Napoléon, mais il était prêt à combattre pour le salut de la France. Malheureusement Paris n'avait pas de fortifications; l'empereur, comptant sur sa bonne fortune, avait même refusé de lui donner des fusils.

Si cependant il y eût eu à la tête de Paris un homme énergique, on eût pu résister quelques jours jusqu'à ce que Napoléon averti revint se jeter sur le flanc de l'ennemi. Mais Clarcke, le ministre de la guerre, ne sut rien faire; il n'arma pas un homme du peuple; il envoya Mortier non sur Montmartre, mais dans la plaine Saint-Denis. On avait en tout 23 000 soldats soutenus par 6 ou 7000 gardes nationaux. C'était avec



DÉFENSE DE PARIS

Moncey à la barrière Clichy d'après le tableau de H. Vernet.

moins de 30 000 hommes qu'on allait en affronter 170 000 en plaine.

L'ennemi avait décidé une attaque générale sur trois points. Au sud-est le prince de Wurtemberg devait se porter par le bois de Vincennes contre les barrières du Trône et de Charonne. Au nord-est Barclay de Tolly était chargé de s'avancer à l'assaut du plateau de Romainville; au nord-ouest Blücher devait se diriger par la porte Saint-Denis vers Montmartre, Clichy et l'Étoile. Les Russes de Barclay échouèrent devant l'intrépide résistance de Marmont; mais Blücher et Wurtemberg refoulèrent promptement nos faibles colonnes jusqu'à La Chapelle et la Villette. Marmont fut tourné par deux colonnes, dont l'une escalada la butte Chaumont, et l'occupation de Montmartre mit fin à toute résistance sérieuse. A ce moment accourait à bride abattue un officier général qui annonçait que Napoléon revenait sur Paris et qu'il fallait tenir deux jours à tout prix. Il était trop tard. La capitulation fut signée le 31 mars et le même jour les alliés entrèrent à Paris.

La revanche des Prussiens était complète. Après la déclaration de la déchéance de Napoléon, son abdication à Fontainebleau et le rétablissement des Bourbons (mars-mai 1814), il s'agissait de fixer les conditions de la paix. Elles devaient être douloureuses

dans tous les cas, mais elles pouvaient être modifiées suivant que les nouveaux ministres de Louis XVIII sauraient ou non défendre les intérêts de la France. L'ennemi ne tenait que Paris et nos villes ouvertes; nos garnisons occupaient encore toutes les places fortes de la France et une foule de places étrangères, telles qu'Anvers, Flessingue, Mons, Namur, Luxembourg, Metz, Mayence, Magdebourg, Hambourg, etc. Il y avait là un puissant moyen de négociation pour obtenir de meilleures conditions de paix. Malheureusement Talleyrand ne songea qu'à s'acquérir de la popularité en obtenant le plus rapidement possible l'évacuation du territoire par les troupes alliées. La convention du 23 avril livra donc aux alliés, sans aucune compensation, cinquante-trois places fortes, douze mille bouches à feu, des arsenaux et des magasins remplis d'un matériel immense. Talleyrand se contenta d'une vague promesse que firent les ministres étrangers d'améliorer notre ancienne frontière d'environ un million d'âmes. Cette promesse ne fut pas tenue; les Prussiens se récrièrent contre les prétentions de la France et Louis XVIII accepta le traité de Paris qui nous accordait par grâce quelques lambeaux de territoire du côté du Rhin et de la Savoie. Voilà quel était le fruit de vingt années de guerre. Nous perdions toutes les conquêtes légitimes qu'a-



PORTRAIT DE TALLEYRAND

vaient faites les armées de la République sur la rive gauche du Rhin ; pour avoir suivi Napoléon jusqu'à Moscou, nous étions contraints de céder des provinces qui nous étaient unies par tous leurs intérêts, qui depuis vingt ans étaient françaises.

Ce résultat était d'autant plus déplorable que si on avait retardé la conclusion de la paix jusqu'à l'époque du congrès qui allait s'ouvrir, on eût pu tirer parti, dans l'intérêt de la France, de la rivalité des quatre grandes puissances. Elles faillirent, en effet, en venir aux mains lors des négociations du congrès de Vienne. Alexandre réclamait toute la Pologne pour la reconstituer en royaume et le roi de Prusse, de son côté, voulait le royaume de Saxe, celui de tous les territoires allemands qui lui convenait le mieux pour arrondir ses états. L'Angleterre et l'Autriche s'y opposaient énergiquement. Le rôle de la France était tout tracé ; elle devait, le cas échéant, prendre parti pour la Russie et la Prusse contre l'Angleterre et l'Autriche. Car l'Angleterre venait de créer le royaume des Pays-Bas contre nous et projetait quelque chose de pire encore ; la réalisation du plan diabolique de Pitt, à savoir d'établir la Prusse sur la rive gauche du Rhin pour la mettre en hostilité permanente avec la France et rendre impossible toute paix durable sur le continent. Notre ambassadeur Talleyrand ne sut point ou ne

voulut point comprendre la situation ; et la querelle s'arrangea dans un sens tout opposé aux intérêts de la France. Les alliés trafiquèrent avec impudence des territoires et des populations et s'arrachèrent des morceaux de Saxe, de Pologne et d'Allemagne.

La Prusse fut amplement récompensée de ses sacrifices. Elle obtint la moitié de la Saxe, les places polonaises de la Basse-Vistule avec Dantzig, l'ardent objet de sa convoitise, et plusieurs provinces sur la rive gauche du Rhin, à peu près les anciens électors de Cologne et de Trèves et le duché de Juliers. La Bavière recevait également le Palatinat du Rhin. La haine de l'Angleterre réussissait ainsi à nous entourer d'ennemis, à nous bloquer sur nos frontières.

Un dernier malheur nous était encore réservé. Le 1^{er} mars 1815, Napoléon débarquait à Cannes et venait encore une fois livrer la France en pâture à l'Europe pour satisfaire sa monstrueuse ambition. L'histoire n'offre nulle part un exemple d'égoïsme aussi révoltant. Le châtement ne se fit pas attendre. Tout le monde a lu le récit de la campagne de Waterloo (12-22 juin) : après les victoires remportées sur les Prussiens à Ligny, sur les Anglais aux Quatre-Bras, la journée de Waterloo se termina par un épouvantable désastre ; 72 000 hommes succombèrent sous l'effort de 130 000

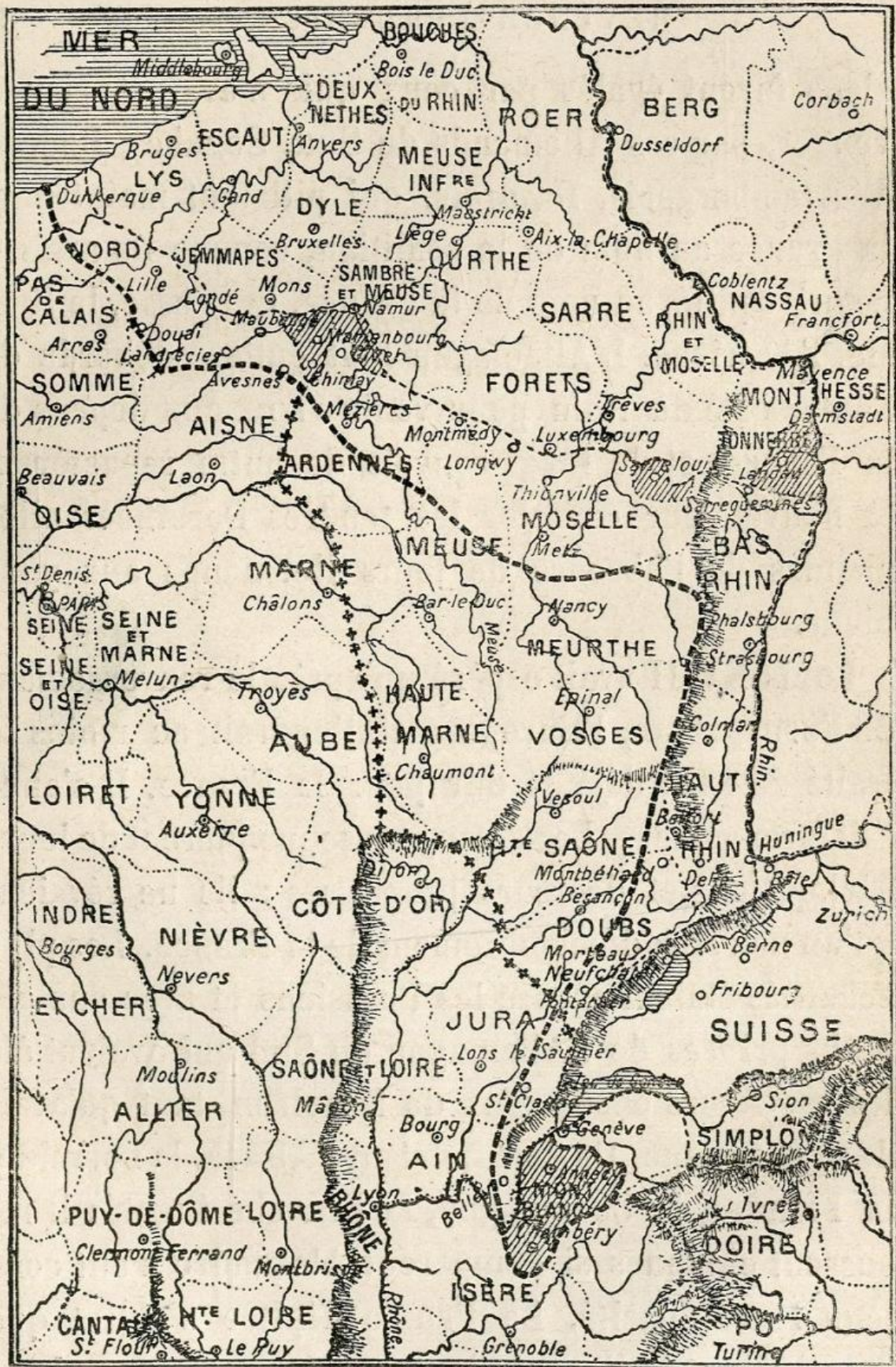
après neuf heures de la lutte la plus acharnée qu'on eût encore vue.

L'honneur était sauf ; mais la France allait payer chèrement le retour de l'île d'Elbe. Lafayette avait raison de s'écrier devant la Chambre des représentants : « Ce n'est pas d'avoir abandonné l'empereur Napoléon que l'histoire accusera la France ; c'est de l'avoir trop suivi. Elle l'a suivi dans les sables de l'Égypte et dans les déserts de la Russie, sur cinquante champs de bataille, dans ses revers comme dans ses succès. C'est pour l'avoir trop suivi que trois millions de Français sont morts. »

Les Prussiens avaient joué avec les Anglais le principal rôle dans la campagne de 1815. C'est Blücher, qui, après Waterloo, arriva le premier aux environs de Paris. C'est Blücher qui occupa la ville pendant que les Anglais campaient au bois de Boulogne. Il prit à tâche de rendre la présence de l'ennemi la plus onéreuse et la plus humiliante possible pour la population. Le soir même de sa rentrée à Paris, Louis XVIII fut prévenu que les Prussiens se préparaient à faire sauter le pont d'Iéna dont le nom leur rappelait le grand désastre de 1806. Le pont eût sauté sans l'intervention des empereurs de Russie et d'Autriche. Dans la province, les maux de l'invasion furent épouvantables. Les violences et les brigandages des Prus-

siens furent égalés par ceux qui n'avaient rien à venger, par ces Allemands du Sud, Souabes, Badois, Wurtembergeois, Bavares, qui pillaient maintenant la France au nom de la coalition, comme ils avaient naguère pillé, au nom de la France, la Prusse, la Russie, l'Autriche. L'Allemagne tout entière déborda de l'autre côté du Rhin pour venir vivre aux dépens de la France, et de longs convois de butin repassèrent le fleuve pour consoler les tendres Dorothées allemandes de l'absence de leurs Hermanns aux yeux bleus.

Louis XVIII avait espéré qu'après le renversement de l'usurpateur, l'Europe maintiendrait au moins le traité de 1814 déjà si dur pour la France. Il s'abusait étrangement. Les étrangers se moquèrent de leurs déclarations et de leurs promesses : ils ne rêvaient qu'un nouveau démembrement de la France. Les plus acharnés étaient encore les Prussiens et avec eux ces petits princes de l'Allemagne du Sud qui avaient été les serviteurs obséquieux de Napoléon, tant qu'avait duré sa fortune. Ils demandaient l'Alsace, la Lorraine, la Flandre, la Champagne, la Franche-Comté ; il les eussent obtenues si l'empereur Alexandre n'eut contenu leur rapacité. La Prusse dépitée n'obtint que Sarrelouis et la ligne de la Sarre. La Bavière eut Landau. Ces deux dernières villes étaient des forteresses



L'EST DE LA FRANCE

EXPLICATION DE LA CARTE

La carte ci-contre, empruntée au livre de M. d'Angeberg : *Le Congrès de Vienne* (Paris, Amyot, 1863) reproduit celle que l'empereur Alexandre donna au duc de Richelieu en lui disant :

« Voilà la France, telle que mes alliés voulaient la faire; il n'y manque que ma signature et je vous promets qu'elle y manquera toujours. »

En effet, après Waterloo, la Prusse réclamait une partie de la Franche-Comté, l'Alsace, les places de la Lorraine et la Flandre (territoires délimités par la ligne de points -----).

Heureusement, la Prusse fut tenue en échec par l'empereur Alexandre qui se défiait de l'Allemagne et avait intérêt à ménager la France, il prévoyait qu'un jour, peut-être, la Russie aurait besoin d'une alliée du côté de l'ouest.

Le second traité de Paris (20 novembre 1815), nous enleva seulement les territoires teintés avec des hachures (|||||||).

Mais l'appétit de la Prusse a encore grandi : en 1871 elle a pris l'Alsace-Lorraine. Elle réclame aujourd'hui les territoires marqués par la ligne formée de croisettes (+++++).

importantes qui ouvraient notre frontière de l'Est. La Belgique reçut également Philippeville et Marienbourg, places qui sont indispensables à notre sécurité pour fermer la trouée de l'Oise. Peu satisfaite cependant de ses acquisitions territoriales, la Prusse se dédommagea aux dépens de notre bourse : sur la rançon de 1500 millions payée par la France aux coalisés, elle en eut pour sa part 400 qui vaudraient aujourd'hui près d'un milliard.

Voilà quel était le résultat le plus clair des guerres de l'Empire. Pendant que la France descendait, toutes les autres puissances s'agrandissaient : l'Angleterre s'emparait de la domination des mers et ne reconnaissait plus d'autre marine rivale que celle des États-Unis. La Russie devenait l'arbitre de l'Europe continentale ; l'Autriche reprenait toutes ses possessions perdues et s'installait de nouveau en Italie. La Prusse s'étendait depuis le Niémen jusqu'au Rhin et même jusqu'à la Sarre ; l'Allemagne, autrefois divisée en un nombre infini de petits États indépendants, était maintenant partagée entre une trentaine de princes, relevant tous de Vienne ou de Berlin. Dans ce pays où nous avons trouvé des alliés tour à tour contre l'Autriche ou contre la Prusse, il ne restait plus que des ennemis de la France. La rive gauche du Rhin qui avait accueilli avec joie la Révolution française, qui

avait accepté avec reconnaissance notre administration et notre code civil, retombait plus profondément sous la main des Allemands du Nord et du Sud. La Bavière et la Prusse étaient installées à nos portes; et, maîtresses de presque toutes les places de la Moselle et du Rhin, tenaient les clefs de notre maison.

Le dommage moral était encore plus considérable que le dommage matériel. Les victoires de Frédéric le Grand avaient fait de la Prusse une grande puissance, mais ne lui avaient pas encore donné sur l'Allemagne la suprématie morale. Les malheurs de 1806 et de 1807 la transforment et la rajeunissent; elle commence une vie nouvelle en ne gardant du passé que ces traditions de persévérance et d'économie qui ont fait la fortune des Hohenzollern. Ce petit royaume se pose en face de Napoléon, comme le représentant de la race allemande, il profite plus de son désastre qu'il ne profiterait d'une victoire. Sur ce sol humilié, grandit un peuple de héros qui, en 1813, en 1814, en 1815, venge glorieusement ses défaites et prend la direction de l'Allemagne. Les Prussiens entrent à Paris; Blücher expédie à sa femme le mobilier des châteaux de la Champagne. La revanche est complète.

CHAPITRE V

LA HAINE PRUSSIENNE

de 1815 à 1870

On pouvait croire, après 1815, que la guerre était finie, que nos humiliations devaient satisfaire les plus ardentes rancunes. Nos pères l'ont cru. Mais leurs fils ont eu la guerre de 1870, la journée de Wissembourg, Forbach et Reichshoffen, le blocus de Metz, le coup de foudre de Sedan, la capitulation de Paris, la catastrophe de l'armée de l'Est, la retraite de Saint-Quentin, le désastre du Mans; et alors ils ont compris que la revanche de 1815 n'avait pas suffi à la Prusse et qu'elle en avait préparé une autre plus complète.

Le Prussien, en effet, n'appartient pas à cette race latine, rieuse et légère, prompte à l'oubli du mal qu'on lui a fait, comme du mal qu'elle a fait. C'est l'homme des rancunes tenaces, des vengeance tardives; âpre au gain, dur, froidement envieux. Il rumine le passé; il remâche ses haines et ses affronts; il attend son heure sourdement, sans impatience, sans bruit, comme le chat qui guette sa proie.

Nous avons ignoré longtemps quels trésors de haine les guerres de l'Empire avaient amassés dans le cœur du Prussien, chose plus grave encore, nous avons ignoré jusqu'à quel point il était parvenu à inspirer les mêmes sentiments à tous les Allemands. Après 1815, nous avons cru bonnement que tout était fini, que le compte était réglé, que Leipzig compensait Iéna, Waterloo, Auerstædt, qu'il n'y avait plus qu'à se serrer les mains et à s'embrasser. Rien n'a pu nous ouvrir les yeux; notre bonté ne pouvait croire à la méchanceté. Tout remplis des idées de progrès, de civilisation, d'humanité, nous traitions ces bons Allemands d'amis et de frères; nous relisions naïvement, presque les larmes aux yeux, ce livre où Madame de Staël offre à notre admiration une Allemagne peignée, enrubannée, une Arcadie peuplée de bergers et de métaphysiciens. Nous ne voulions même pas reconnaître que la Prusse désirait compléter à son profit l'unité de l'Allemagne et que le meilleur moyen pour elle d'arriver à ce but était d'exciter la défiance contre le voisin français, de présenter la Prusse comme le refuge et le palladium de la liberté allemande. Nos yeux se fermaient complaisamment à tout ce qui aurait pu nous donner l'éveil, et la politique aveugle de nos gouvernements dédaignait tous les avertissements.

Pendant ce temps, la haine de la France devenait le mot d'ordre des Allemands. Le mouvement libéral que les proclamations de 1813 avaient déchaîné était contenu et réprimé par les souverains qui se souciaient fort peu, après la victoire, de tenir leurs promesses et de récompenser les peuples de leur dévouement. Mais les souverains n'en avaient que plus d'intérêt à entretenir les passions hostiles à la France. C'était une excellente diversion et le meilleur moyen d'occuper les esprits.

On s'ingénia donc à faire croire aux Allemands que le Français, l'homme de race latine, était l'ennemi héréditaire. L'histoire fut travestie sans scrupule à l'appui de cette thèse. Les archéologues et les archivistes se mirent à compter combien de fois depuis le déluge les armées françaises avaient passé le Rhin. Ils dressèrent une liste authentique d'une centaine d'invasions; ils rappelèrent en termes émus le supplice du jeune Conradin au XIII^e siècle et l'incendie du Palatinat au XVII^e siècle. Ils nous reprochèrent d'avoir, au XVIII^e siècle, soutenu Marie-Thérèse contre Frédéric II, comme si vingt ans plus tôt, Frédéric II ne nous avait pas appelés lui-même contre Marie-Thérèse. Ils invoquèrent (cette fois plus justement) les guerres de l'Empire pour nous représenter comme les perturbateurs incorrigibles de la paix de l'Europe,



FRÉDÉRIC II

toujours avides de gloire, toujours prêts à intervenir dans les affaires d'autrui; mais ils se gardèrent bien d'ajouter que, tout compte réglé, la France était la seule puissance qui se retrouvât, en 1815, plus petite qu'en 1792 et que tout le monde avait pêché dans l'eau trouble, excepté les Français.

Bientôt leurs succès enhardirent les Prussiens. La fin du règne de Frédéric-Guillaume III (1797-1840), et le règne de Frédéric-Guillaume IV (1840-1861), marquèrent seulement un temps d'arrêt dans leur développement; pendant quelques années, l'Autriche faillit reprendre la direction des affaires allemandes au détriment de la Prusse. Alors avec Guillaume I^{er} et son ministre, M. de Bismarck, commença cette longue série de prospérités dont la fin n'est pas encore venue. D'abord le Danemark, écrasé par les forces réunies de l'Autriche et de la Prusse, fut contraint, en 1865, de céder à l'Allemagne les duchés de Schleswig et de Holstein. Puis M. de Bismarck se proposa d'exclure l'Autriche du concert germanique; il y réussit, grâce à la finesse de sa diplomatie, grâce au concours d'un habile ministre de la guerre et d'un grand stratège, grâce à l'alliance de l'Italie, grâce à la politique ridicule de Napoléon III, grâce à la faveur de la Russie et au fusil à aiguille. La victoire de Sadowa (1866) fit l'unité de l'Allemagne sous la main de

la Prusse qui, en outre, s'annexa directement le Holstein, le Lauenbourg et le Sleswig, le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau et la république de Francfort. La maison de Hohenzollern ne mentait pas à ses traditions : elle avait pris la Silésie à l'Autriche ; elle avait démembré la Pologne, elle avait spolié les princes ecclésiastiques ; elle avait dépouillé le Danemark ; elle s'était annexé la moitié de l'Allemagne ; elle avait pris de tous les côtés et de toutes les mains, elle n'avait épargné ni amis, ni ennemis. Il ne lui restait plus qu'à dépouiller la France.

C'est alors que fut inventée cette fameuse théorie des races que les Prussiens ont si habilement exploitée. Selon les docteurs d'outre-Rhin, l'Allemagne devait reprendre tout ce qui de près ou de loin se rattache à la race allemande. Quiconque avait une goutte de sang allemand dans les veines devait rentrer bon gré malgré dans le sein de la grande nation. Or l'Alsace et la Lorraine n'étaient-elles pas des rameaux jadis détachés du tronc germanique ? Qu'importait qu'elles fussent françaises d'esprit et de cœur ? Toutes les affections, tous les intérêts ne devaient-ils pas s'incliner devant une théorie scientifique, soutenue par 500 000 fusils ? Les Français auraient pu objecter aux Allemands que leur roi Frédéric avait démembré la Pologne, un pays entièrement peuplé de Slaves, et que, par conséquent,

leur théorie n'était au fond que le droit du plus fort. Les Allemands eussent ri au nez de ces Français trop naïfs.

Pendant que nous chantions les couplets de Béranger sans penser à mal, que nous célébrions nos victoires avec un orgueil enfantin, pendant que nos expositions et nos fêtes attiraient l'univers à Paris, la haine contre les Français s'infiltrait lentement dans toute l'Allemagne, sous la direction méthodique des fonctionnaires et surtout des maîtres d'école prussiens. Pendant que nous voulions la paix, que nous invitions les peuples à la fraternité universelle, que nos orateurs les plus écoutés demandaient la réduction des charges militaires et la diminution de l'armée, l'appel à la vengeance était en Allemagne le thème favori des écrivains, des poètes, des rhéteurs. Il passait de l'université au gymnase, du gymnase à l'école primaire. Le mot d'ordre descendait de Berlin jusque dans le plus petit des hameaux.

Aussi, quand nous tombâmes dans le piège qui nous était tendu, quand vint l'année fatale, quand le rêve de M. de Bismarck s'accomplit, ce ne fut pas une armée qui passa le Rhin, ce fut le peuple allemand. Pendant six mois, depuis la bataille de Wissembourg jusqu'à la capitulation de Paris en 1871, l'Allemagne n'eut pas d'autre pensée, pas d'autre sentiment que la guerre.

Ce fut l'appétit d'une bête fauve qui a convoité sa proie pendant de longues heures. La patience allemande donnait au monde le magnifique exemple d'une vengeance qui avait été méditée pendant soixante-deux ans, depuis 1808 jusqu'à 1870.

Comme en 1815, c'est la Prusse qui, en 1871, a profité des sacrifices de l'Allemagne. L'idée de la patrie germanique a encore grandi sur les champs de bataille de Metz et de Sedan et tout ce qui fortifie l'unité allemande fortifie la Prusse. Le vieil empire germanique a été rétabli ; le roi Guillaume a été salué empereur d'Allemagne à Versailles dans le palais de Louis XIV. Les princes allemands du Nord et du Sud, en apparence indépendants, sont en réalité devenus ses sujets. Il possède les forteresses de Metz et de Strasbourg et la moitié de la chaîne des Vosges, c'est-à-dire les clefs de la France. Il règne en maître, presque en despote sur cinquante millions d'habitants, car sa royauté est encore une royauté de droit divin qui n'a pas abdiqué devant les progrès de la démocratie. Il a une armée dont l'organisation est toujours en progrès, une flotte imposante, un ministre, monsieur de Bismarck, qui est devenu l'arbitre de l'Europe. Il est flatté, caressé par toutes les cours ; il ne redoute aucun ennemi.

La Prusse est arrivée à cette grandeur en marchant



LE ROI DE PRUSSE GUILLAUME
Dans son costume d'empereur d'Allemagne.

dans la voie qu'avaient ouverte les Stein, les Scharnhorst et les Humboldt, en s'inspirant de l'esprit du Tugendbund. Ce n'est pas sans raison qu'elle réveille à chaque instant le souvenir de la grande époque de 1808 à 1815. Sa force, son originalité, son bonheur, tout est sorti de cette crise féconde. L'œuvre commencée en 1808 a été continuée par un gouvernement solide, constant dans ses vues, économe, par un peuple docile, laborieux, résigné à tous les sacrifices, capable de faire de grands efforts sans en tirer une vanité immédiate; orgueilleux, mais sachant se contenir jusqu'à l'heure propice.



LA MORT FAUCHANT LES SOLDATS FRANÇAIS

Prenez garde, Français, je vous dis d'amères vérités
et j'ai de bonnes intentions : vous avez plus à craindre
de l'Allemagne délivrée que de la Sainte-Alliance tout
entière avec les Croates et les Cosaques.

H. HEINE, *De l'Allemagne.*

Livre écrit en 1835.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

L'UTOPIE PACIFIQUE

Les vaincus de 1870 doivent méditer l'histoire de la Prusse ; ils en tireront plus d'un enseignement ; ils y apprendront à se préparer à la guerre et à la faire. Ne croyons pas, en effet, que l'ère des guerres soit finie. Le dix-neuvième siècle, malgré les progrès en tout genre dont il peut se vanter, n'a pas été jusqu'ici et ne sera sans doute pas plus fortuné que ses devanciers. Il est certain que les mœurs s'adoucissent et que les idées s'améliorent. Il est certain que la guerre est une chose horrible, qu'elle enlève les enfants à leurs mères, les pères à leurs enfants, les maris à leurs femmes, qu'elle couvre les pays de sang et de ruines. Tous les sages de l'antiquité l'ont maudite et cependant elle dure encore et nul ne peut prévoir le moment où les

peuples feront des feux de joie des gargousses et des caissons. Malgré le développement des intérêts matériels, malgré les chemins de fer, malgré le télégraphe, malgré tous les éléments nouveaux de civilisation, le sang coule encore sur les champs de bataille ; bien plus les inventions de l'industrie humaine ne servent qu'à rendre la guerre plus rapide et plus meurtrière. Quand ce fléau aura-t-il disparu ? — Quand les hommes rougiront de leur folie, quand ils constitueront des tribunaux d'arbitrage international pour trancher les litiges : — Voilà ce que répondent les philanthropes, et de temps en temps en effet nous les voyons inviter les gouvernements à entreprendre cette belle œuvre. Nous assistons à des congrès où se lisent en faveur de la paix d'éloquents discours. Mais les puissances ne cessent pas leurs armements ; l'Europe est un arsenal et c'est encore le Dieu des armées qui a le dernier mot. La guerre est donc un fléau qu'on peut maudire, mais qu'il faut prévoir. Une saine philosophie conseille de prendre les choses comme elles sont et de se résigner aux nécessités de la vie.

On pourrait peut être compter sur des temps meilleurs si tous les pays ressemblaient à la France, si partout régnait comme chez nous le désir sincère de la paix. Mais il y a en Europe un pays dont la guerre est, selon l'expression de Mirabeau, « l'industrie natio-

nale ». Depuis sa formation elle a vécu de la guerre ; elle en vit encore. Les Hohenzollern sont de la race des oiseaux de proie ; ils ont la griffe rapace. Nous avons vu comment ils savent s'agrandir ; tous les moyens, tous les prétextes leur sont bons. Ils ne disposaient autrefois que de la Prusse, petit état pauvre et mal peuplé ; ils disposent maintenant de toute l'Allemagne, c'est-à-dire d'une puissance militaire de cinquante millions d'hommes, concentrés, disciplinés, armés de toutes les ressources de la science moderne. Ils ont fondé un empire qui a reçu le baptême du sang ; ils ont l'avenir devant eux ; ils ne s'arrêteront pas en si beau chemin. Ils continueront ce qui est la tradition de tous les rois et le point d'honneur de leurs ministres, c'est-à-dire la conquête.

Notre défaite de 1870 ne nous garantit donc point d'une seconde attaque ; Waterloo n'a pas empêché Sedan. Si les rois de Prusse, empereurs d'Allemagne, se résignaient à la paix, ce serait la première fois qu'on verrait une grande puissance user, spontanément, de modération et faire à la fraternité universelle le sacrifice de ses ambitions. Ce serait un véritable miracle et nous savons que les miracles sont rares.

La guerre, d'ailleurs, n'excite pas chez les Allemands la même horreur que chez les Français. Plusieurs philosophes, voyant que dans la nature les ani



Cuirassiers prussiens.



Artillerie et infanterie bavaroises.

maux les plus faibles sont la proie des plus forts, ont appliqué cette loi aux races humaines. D'après eux la vie est un combat où le mieux armé se débarrasse de son adversaire; la force est le droit, le droit est la force et la victoire appartient fatalement aux peuples les mieux doués, aux peuples qui, par le labeur continu des générations et l'épargne des siècles, ont amassé la plus grande somme de force, soit physique, soit morale. Les docteurs et les politiques allemands acceptent cette théorie; ils s'en servent pour glorifier et justifier les envahissements de la race germanique. Ils s'écrieraient volontiers que le peuple allemand a pour mission de conquérir la terre et d'éliminer les autres races. Ils énumèrent complaisamment ses qualités : grosseur du corps, vigueur des muscles, bon appétit, bravoure, adresse, patience, générosité, piété, désintéressement, esprit de sacrifice, amour de la famille, soumission à l'autorité, il a toutes les vertus, tous les signes d'une race prédestinée. Voilà ce que répètent chaque jour des milliers d'écrits dans ce pays qui est une vaste société d'admiration mutuelle; voilà les enseignements qui descendent dans les esprits. Aussi le vainqueur de 1870, le général de Moltke, peut déclarer publiquement que « la guerre est une sainte occupation ». Ces paroles ne choquent point l'opinion publique et plus d'un pense avec de Moltke que la

guerre est en effet le meilleur moyen de faire et de conserver la moralité d'un peuple, que c'est une épreuve décisive pour les facultés de l'esprit et les qualités du caractère, que c'est l'art par excellence, l'art qui élève le cœur des citoyens et en même temps les enrichit.

Ne nous berçons donc point de l'illusion de la paix ; sachons voir clair dans la situation. Ne comptons ni sur notre modération, ni sur notre prudence pour éviter un conflit. Il suffit qu'un seul veuille la guerre pour qu'elle éclate. Les Prussiens pourront toujours nous susciter une querelle d'Allemand pour nous forcer à prendre les armes. Nous avons vu quels sentiments ils nourrissent à notre égard et comment le gouvernement prussien sait les exploiter. La guerre de 1870, au lieu d'amener la conciliation, a envenimé le mal.

CHAPITRE II

LES CHANCES DE GUERRE

Au traité de Francfort en 1871, à ce traité que nous signâmes, la mort dans l'âme, le couteau sous la gorge, l'empereur Guillaume avait espéré réduire la France à l'impuissance, comme Napoléon, en 1808, avait espéré tenir la Prusse en laisse. Le vainqueur nous enlevait l'Alsace et la moitié de la Lorraine, avec nos plus fortes citadelles, Metz et Strasbourg, et le rempart des Vosges. Il s'établissait à l'entrée de toutes les routes qui mènent à Paris et ne nous laissait qu'une frontière dérisoire, ouverte à tous les vents. Il nous imposait en même temps la plus énorme contribution de guerre que jamais vainqueur eût exigée du vaincu. Il comptait que nous ne pourrions désormais, ni rétablir nos finances, ni reconstituer notre matériel de guerre, ni entretenir une armée; il nous vouait à la dette perpétuelle, à l'indigence; il nous préparait une longue agonie.

Par bonheur ce calcul s'est trouvé aussi faux que

celui de Napoléon. La France a montré une prodigieuse vitalité; elle a réorganisé tous les services publics; elle a refait son armée; elle a inspiré l'envie aux vainqueurs; mais en même temps elle les a effrayés par cette brusque renaissance. Ils croyaient la tâche finie et tout est à recommencer. Ils sont contraints de faire encore de plus lourds sacrifices que par le passé et de grossir chaque année l'effectif de leurs régiments pour tenir le premier rang parmi les puissances militaires.

C'est une lourde charge pour l'Allemagne entière; aussi est-il naturel qu'elle s'en prenne à nous, qu'elle nous accuse d'être une gêne, une obsession constante. Nous lui faisons encore peur? Ne doit-elle pas nous haïr? Ne doit-elle pas chercher à vider définitivement la querelle, à dormir enfin tranquille? Le gouvernement entretient soigneusement cette sourde rancune qui est d'autant plus puissante qu'elle pénètre davantage dans les masses. La peur de la France, le péril national, voilà le spectre qu'on agite devant le pays pour en obtenir tout ce qu'on demande. Quand un député se plaint au nom de ses électeurs, M. de Bismarck lui montre du doigt cette France riche et prospère qui supporte allègrement le fardeau. N'est-ce pas insinuer que nous avons encore trop d'écus et qu'une bonne saignée ne serait peut-être pas inutile? Il plairait assez aux financiers allemands de tondre



Otto von Bismarck



PORTRAIT ET SIGNATURE DE M. DE BISMARCK

périodiquement la toison des Français et de mettre nos épargnes en coupe réglée. Le défaut des peuples riches est d'exciter la convoitise, surtout quand ils ont, comme nous, la manie de faire sauter leurs écus. Les Romains l'ont éprouvé à leurs dépens. Ce qui se pratiquait de leur temps se pratique encore aujourd'hui ; les dehors seuls ont changé. Dans ce dix-neuvième siècle où la cupidité des peuples et des rois trouve toujours des sophismes pour se justifier, la richesse est une faiblesse, là où la frontière est mal gardée. Il y avait un dragon pour surveiller les pommes d'or du jardin des Hespérides.

Toutes les fois qu'on montrera au peuple allemand des trésors à gagner, soyons certains qu'il suivra joyeusement ses chefs. Le territoire de l'Allemagne n'est ni assez riche ni assez vaste pour nourrir une population déjà trop serrée. La race germanique est douée d'une fécondité redoutable. Malgré l'émigration annuelle de deux cent mille individus, le nombre des habitants augmente dans une proportion telle que l'Allemagne doit déborder sur les pays voisins. Si donc, dans d'autres pays, la guerre passe pour un fléau, l'Allemagne peut, sous certains rapports, la regarder comme un bienfait, et alors on se demande si ses chefs auraient besoin de beaucoup d'efforts pour la précipiter tout entière au combat.



LA CUPIDITÉ DES PEUPLES •

Soldats prussiens se partageant le butin pris aux Français en 1871.

Nous avons donc plus d'une raison pour nous tenir sur nos gardes. Les ferments de haine, les froissements mutuels, les vieilles rancunes, toutes les causes de guerre, en un mot, peuvent être habilement exploitées par un prince ou un ministre allemand. Plus d'une raison peut hâter la crise. Il peut arriver que le budget de l'empire ne soit pas en équilibre, que les dépenses l'emportent sur les recettes ; et alors le trésor d'un voisin plus riche serait une forte tentation. Il peut arriver aussi, que pour réprimer toute velléité d'indépendance chez les petits États allemands, les Prussiens cherchent à resserrer plus étroitement le lien fédéral, à consolider l'unité germanique, et alors une nouvelle victoire sur les Français serait le meilleur moyen de finir l'œuvre ébauchée après Iéna, continuée à Sadowa et à Sedan. Il peut arriver encore que, pour avoir tendu outre mesure les ressorts de la politique autoritaire, un ministre prussien se trouve aux prises avec des embarras intérieurs, et alors la guerre étrangère aurait pour résultat de détruire toute opposition, d'étouffer sous le bruit du canon les revendications parlementaires. Il peut arriver encore que l'Allemagne soit menacée sur sa frontière de l'Est par la Russie ; et qu'alors, pour éviter d'être prise entre deux feux, elle essaie d'écraser la France avant que la Russie, lente à se mouvoir, ne soit entrée en ligne.

Voilà quelques-unes des chances de guerre. Il y en a d'autres qu'il serait trop long d'énumérer et dont les Allemands peuvent toujours grossir la liste. Nous portons à notre flanc une plaie saignante : les Allemands espèrent y porter le fer une seconde fois et l'élargir. Nous sommes suffisamment prévenus de leurs desseins.



CHAPITRE III

LE BILAN D'UNE SECONDE DÉFAITE

Nous devons également savoir ce que nous coûterait une seconde défaite. Il suffit, pour être édifié à ce sujet, de lire les histoires et les géographies qu'on met entre les mains des enfants allemands. Rarement la haine d'un peuple contre un autre s'est donné plus libre carrière. Annexion à l'Empire allemand du reste de la Lorraine et d'une partie de la Champagne, de la Franche-Comté et de la Bourgogne; cession à l'Italie du comté de Nice, de la Corse et de l'Algérie orientale; à l'Espagne du Roussillon, de la Navarre et de l'Algérie occidentale; à la Belgique de la Flandre; à la Suisse de parcelles de la Franche-Comté; voilà les mesures que proposent certains géographes allemands, pour rassurer l'Allemagne et faire rentrer la France dans ses limites naturelles. Avec un peu de bonne volonté, ils nous reporteraient à l'époque des premiers Capétiens et nous réduiraient à l'Ile-de-France.

Ce sont là des sottises; mais nous avons désappris



LE BILAN DE LA DÉFAITE

Réquisitions faites par les Allemands pendant l'occupation du territoire.

à rire des sottises qui se débitent outre Rhin. Les Allemands ne badinent jamais. Ce n'est pas pour le plaisir d'avoir des amis que M. de Bismarck entretient soigneusement des relations avec l'Italie, avec l'Espagne, avec tous ceux qui, le jour venu, pourraient nous inquiéter et prendre part à la curée. Le démembrement de nos frontières, une occupation prolongée du territoire, une rançon énorme, voilà probablement quelles conditions nous imposerait le vainqueur. Ce serait l'impossibilité d'entretenir une armée, la ruine, la mort à courte échéance. La France aurait le sort de la Pologne.

Voilà quel serait le bilan de la défaite. Si douloureuse que soit cette idée, il est bon de l'envisager quelquefois ; il est bon de se familiariser avec le péril, comme le marin se familiarise avec le naufrage. Avant d'engager la partie, il faut en connaître l'enjeu. C'est ainsi que nous acquerrons le courage de faire l'effort nécessaire et de nous préparer à la lutte.

CHAPITRE IV

LES LEÇONS A TIRER DE L'HISTOIRE

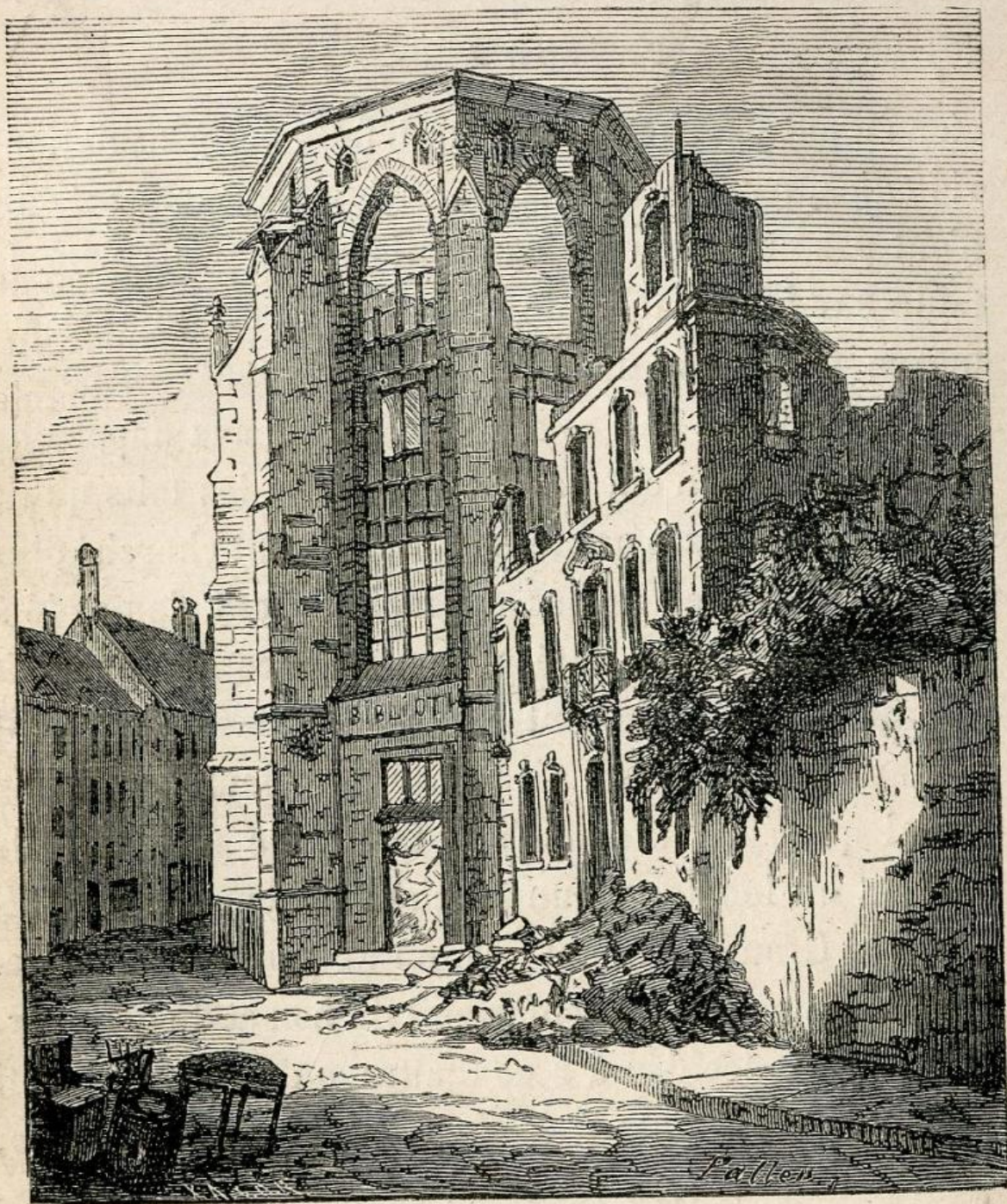
DE LA PRUSSE

Puis donc qu'il ne dépend pas de nous seuls que la guerre éclate, puisqu'on peut nous chercher querelle malgré nos intentions pacifiques, recueillons soigneusement dans l'histoire tous les enseignements profitables. C'est l'histoire de la Prusse qui nous fournira le plus de leçons.

Il y en a une d'abord dont les Français doivent particulièrement se pénétrer. Nous avons vu combien était tenace la mémoire des Allemands, combien de temps duraient leurs haines. Le moraliste trouvera peut-être que la rancune est un défaut, mais pour les vaincus c'est une excellente qualité. Les Français ont malheureusement le caractère trop doux. Ils oublient trop vite. Au lendemain des revers ils se vouent à un deuil éternel ; ils jurent à l'ennemi une haine implacable ; mais quinze jours après la blessure est cicatrisée ; la douleur a cessé ; on renaît à la joie, aux diver-

tissements; on chasse le souvenir importun comme un mauvais rêve. La honte de la défaite s'efface des esprits. Non seulement on oublie le passé mais on ne pense même plus à l'avenir; on ne se préoccupe plus des points noirs qui grossissent à l'horizon. Aimable caractère! Insouciance funeste! Essayons donc après tant de leçons d'être un peu moins prompts à l'oubli! On ne demande pas aux Français de vivre inconsolables; on ne leur demande pas de pleurer et de gémir, comme les Israélites en captivité; on ne leur demande pas d'échanger leur gaieté contre la lourdeur germanique: ce serait d'ailleurs peine perdue. On leur demande simplement d'avoir de la mémoire et de la prévoyance, d'être un peu misanthropes, de se défier des voisins, de songer que la sentinelle prussienne monte la garde aux portes de Metz, sur la route de Paris, que les désastres de l'Année Terrible peuvent enfanter d'autres désastres. Les bombardements de Strasbourg et de Paris, l'incendie de Bazeilles, le traité de Francfort, le vol de l'Alsace et de la Lorraine ne sont pas des souvenirs à couvrir d'un voile, quand l'ennemi ne demande qu'à recommencer la partie; et la prévoyance n'est pas un vain souci, quand il s'agit de l'existence même d'un peuple.

Il y a encore d'autres leçons aussi importantes à tirer de l'histoire de la Prusse. Après Iéna, les Prus-



Sous l'impitoyable direction du général prussien de Werder, le bombardement fut inauguré, le 15 août 1870, à onze heures du soir. C'était comme une célébration ironique de la fête napoléonienne. En quinze jours, des rues entières, les bâtiments de la Citadelle et de l'Arsenal, le Temple-Neuf et le faubourg de Pierre, la Bibliothèque, furent incendiés. La Bibliothèque, une des plus riches de l'Europe, contenait plus de huit mille manuscrits, vieux trésor amassé par les siècles et détruit en quelques heures par la barbarie du vainqueur.

LA BIBLIOTHÈQUE DE STRASBOURG

Après l'incendie allumé par les obus prussiens en 1870.

siens n'ont pas cherché à leur défaite des consolations ridicules, comme nous l'avons fait trop souvent. Ils n'ont pas crié à la trahison; ils n'ont pas rejeté la faute sur l'incapacité de leurs chefs, ce qui est un moyen trop facile de se décharger de toute responsabilité. Ils n'ont pas voulu se blanchir aux dépens de la fortune. Ils n'ont pas crié sur tous les toits qu'ils avaient été écrasés par le nombre. Ils ont cherché plus profondément les causes du mal; ils ont demandé à connaître toute la vérité, même dans ce qu'elle avait de plus cruel. Ils se sont accusés eux-mêmes. Ils ont reconnu alors qu'il fallait transformer leur organisme social qui était atteint d'une incurable maladie. Ils avaient eu longtemps un fétiche : le souvenir de Frédéric le Grand; ils l'ont jeté, en ne gardant de la tradition que ce qu'elle renfermait de bon et de glorieux. Ils se sont décidés à reconnaître qu'une armée, qui avait été excellente à la fin du dix-huitième siècle, pouvait ne plus rien valoir au commencement du dix-neuvième après les innovations et les réformes des généraux français. Ils avaient dédaigné l'avertissement de 1792; ils ont accepté celui de 1807. Ils ont compris que ce n'est pas l'orgueil qui entretient le feu sacré, mais le travail, le travail patient et résigné. Ils ont supporté, sans se plaindre, tous les sacrifices que leur gouvernement jugeait nécessaires. Ils ont trouvé, par

une espèce d'intuition, les règles essentielles d'une nouvelle organisation militaire. Scharnhorst leur a montré qu'on ne doit jamais compter sur des troupes levées à la hâte, que les soldats les plus braves ont besoin d'apprentissage et qu'il faut toujours des cadres solides, des noyaux autour desquels puisse se grouper toute la population valide du pays. Ce sont là des vérités désormais incontestables et, en quelque sorte, les axiomes de la guerre.

Trop de gens, égarés par les récits trompeurs de nos premières guerres de la Révolution, se figurent encore qu'on peut arrêter une invasion par une levée en masse, avec des armées improvisées. Nous ne sommes plus à l'époque où on guerroyait des années entières autour de quelques bicoques, où une bataille perdue n'avait guère d'autre résultat que la prise d'une ville, où de part et d'autre les armées étaient relativement peu nombreuses, où on pouvait suppléer à l'habitude du feu par l'enthousiasme et la bravoure, subvenir aux besoins du soldat par la maraude. Les choses ont bien changé depuis les grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, depuis l'établissement des chemins de fer et des télégraphes. La guerre est surtout une œuvre de vitesse; les armées sont d'immenses machines dont tous les rouages doivent être à leur place, qui doivent toujours être prêtes à l'action.

Il faut que les magasins soient remplis, le terrain étudié, les marches tracées, les rôles appris et distribués à l'avance. De là résulte la nécessité d'une longue préparation, d'un entraînement universel. Il ne suffit pas d'être disposé à verser pour sa patrie la dernière goutte de son sang, quand l'ennemi envahira la frontière ; il ne suffit pas de se sentir l'âme d'un héros quand le canon a déjà grondé. Cet héroïsme viendrait peut-être trop tard, si la préparation antérieure avait été négligée.

Cette préparation demande de longues années et un labeur persévérant. En présence d'un rival qui ne prend pas de repos même après la victoire, l'effort doit être continu, incessant. Il en est maintenant de l'art militaire comme de l'industrie et du commerce. On ne soutient la concurrence qu'à force de progrès et on n'est en progrès qu'à force de patience. La patience n'est pas notre qualité maîtresse, à nous qui aimons les résultats immédiats et les fanfares retentissantes. Plus qu'aucun autre peuple, nous devons nous persuader que la victoire ne sera plus désormais l'œuvre d'une journée heureuse, d'une inspiration de génie, mais le résultat de longs sacrifices.

Il ne faut compter ni sur la fortune : elle nous a trop de fois trahis ; ni sur les grands hommes : ils

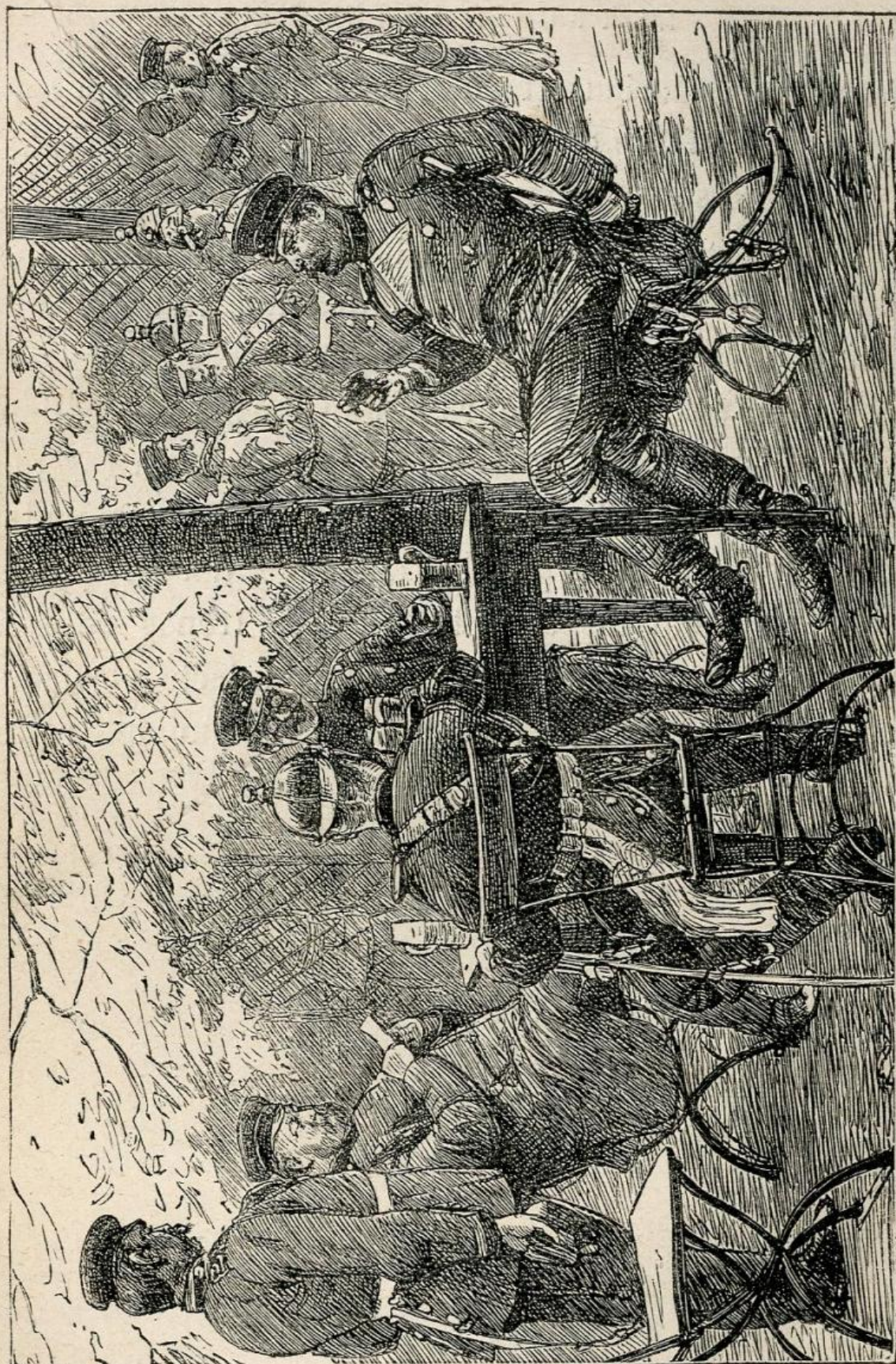
sont trop rares et trop coûteux. Quant aux alliés, il est possible que nous en trouvions à l'heure du danger ; mais il est également possible que nous n'en trouvions pas. Les Prussiens en 1813 ont eu la bonne chance d'avoir l'Europe avec eux ; mais nous, nous devons nous rappeler qu'en 1870 personne ne nous a offert une main secourable. Nous ne devons compter que sur nous-mêmes, que sur l'effort continu de plusieurs générations ; c'est la seule garantie certaine.

Notre légèreté traditionnelle n'est pas la seule raison qui pourrait nous fermer les yeux et nous retarder. Il y a encore les luttes intestines, les agitations des partis, qui risquent de nous faire oublier le salut de la patrie. Sur ce point encore, les Prussiens nous offrent un bon exemple. Ils ont eu, dans le cours du siècle, comme tous les autres peuples de l'Europe, leurs discordes et leurs tourmentes ; mais l'armée est restée l'arche sainte. La politique des partis ne s'est pas emparée des questions militaires. Elle n'a jamais fait la guerre au patriotisme. Les charlatans n'ont pas réussi à affaiblir les forces du pays pour procurer quelque allègement aux électeurs.

Voilà les principales leçons qu'on peut tirer de l'histoire de la Prusse. Méditons-les au lieu de nous endormir sur notre réputation, ce mol oreiller qui

énervé les peuples comme les individus. Méditons-les au lieu de jeter à l'univers les noms sonores de Louis XIV et de Napoléon.

Bien des gens estiment naïvement que nous sommes la grande nation et ils nous croient autorisés à nous croiser les bras dans une molle béatitude, en respirant l'encens des étrangers. Quel bonheur d'être Français ! chanteraient-ils volontiers. Cette ritournelle est tout au plus bonne pour l'opéra-comique. Les Hottentots du centre de l'Afrique se disent peut-être aussi qu'ils sont le premier peuple du monde. De leur côté les Anglais à Londres et les Allemands à Berlin proclament aussi leur supériorité. Qui croire ? A qui donner la palme ? Ces contestations de prééminence sont absolument ridicules ; car la vanité est impuissante et stérile quand elle inspire, au lieu d'une salutaire émulation, un sot contentement de soi-même. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, la France, par un heureux concours de circonstances, a été en avance sur les autres pays. Nous avons été pendant longtemps les précepteurs du genre humain. Nos opinions et nos modes ont fait loi. Mais les progrès de la civilisation ont à peu près rétabli l'équilibre entre les quatre ou cinq grandes nations qui se partagent le monde. Supérieurs à certains égards, nous sommes inférieurs à certains autres et si nous occupons encore une place



LES ALLEMANDS A BERLIN

honorable, glorieuse même, nous ne pouvons la conserver qu'à force de travail et d'énergie.

Nous ne sommes pas habitués en France à nous entendre dire la vérité. Car la flatterie fleurit aussi bien dans une société démocratique, comme la nôtre, que dans l'atmosphère empestée d'une cour. Autrefois on encensait les rois; aujourd'hui on encense la nation. Cette hypocrisie est aussi coupable dans un cas que dans l'autre. L'hypocrisie moderne est même plus dangereuse que l'hypocrisie ancienne. Car lorsque les souverains ont disparu, lorsque les trônes se sont écroulés, la nation peut subsister, intacte et vigoureuse; mais quand la nation est corrompue, que reste-t-il?

CHAPITRE V

LES CONSOLATIONS A TIRER DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE

Ce n'est pas à dire que nous devions nous rabaisser au-dessous de notre valeur. Il ne sied pas plus de se décourager que de s'enorgueillir. Nous ne sommes pas en décadence. Les Allemands ont leurs qualités ; nous avons les nôtres. Ils ont la patience, nous avons la bonne humeur ; ils ont la réflexion, nous avons l'enthousiasme ; ils ont la persévérance, nous avons la vivacité. Cette opposition se retrouve jusque dans la littérature ; ils aiment la lourde érudition et les travaux de critique ; nous excellons dans les œuvres théâtrales, dans le vaudeville, dans l'opéra-comique et le roman. Nous fuyons le pédantisme ; il leur est naturel. Nous sommes souvent portés à rire de nous-mêmes ; ils se prennent toujours au sérieux.

Nos qualités et nos défauts se montrent au grand jour dans cette série de décadences et de renaissances qui constitue l'histoire de la France. Nous avons joué

successivement avec la bonne et avec la mauvaise fortune et la vie nationale s'est poursuivie à travers des transformations souvent douloureuses, toujours fécondes. Quel peuple a subi de pareils revirements ! Où ont éclaté autant d'orages ? Où ont lui autant de beaux jours ? Sous Charles VI, la France est tombée bien bas ; l'Anglais a conquis presque toutes nos provinces ; le roi d'Angleterre s'est installé à Paris, et cependant nous nous relevons sous Charles VII. Tout se dissout, tout chancelle, tout s'abîme dans la boue et dans la honte avec Henri III, et cependant nous sommes à la veille du grand règne d'Henri IV. Le règne de Louis XV est un long tissu d'infamies et de malheurs ; la royauté s'effondre dans une effroyable corruption. L'honneur est perdu sur le champ de bataille de Rosbach : et cependant, quelques années après, éclate la Révolution ; un peuple de héros se lève à la voix de la Convention pour repousser la coalition européenne ; et la France produit à foison les hommes de guerre et les hommes d'État. On ne peut guère comparer à cette renaissance que la renaissance de la Prusse après 1808. Quelles qu'aient été les fautes de nos gouvernements, nous avons toujours fourni à l'heure du danger de puissantes réserves qui ont sauvé la patrie. Notre nation a souvent paru toucher à la vieillesse et souvent elle est redevenue jeune ; d'antiques



LES SOLDATS DE LA CONVENTION

d'après un croquis de Duplessis-Bertaux.

institutions ont disparu ; les parlements, les ducs et pairs, les rois, tous les rouages de ce gouvernement décrépît ont jonché le sol comme les feuilles d'automne au premier souffle du vent. Mais, au-dessus de toutes ces ruines, il y a le peuple, cette couche profonde et encore vierge qui fournira, sous l'influence d'une bonne éducation, des richesses inépuisables, des volontés énergiques et des caractères fermement trempés.

Nous trouvons donc dans notre histoire des motifs légitimes de confiance. Nous savons, nous aussi, nous relever. Mais les conditions de la lutte changent avec le temps. C'est ce que nous ne devons pas oublier, sous peine de nous laisser tromper par de faux exemples historiques. Autrefois on pouvait être battu impunément. C'est maintenant une question de vie ou de mort. La France a eu de nombreux ennemis dans le cours de son histoire, mais ce n'étaient pas des ennemis implacables. Aujourd'hui se dresse devant nous le plus formidable adversaire que la fortune nous ait suscité, un adversaire qui veut notre mort. Nous aurions le droit de demander la sienne, si la vengeance n'était toujours impolitique. Elle répugne d'ailleurs à notre tempérament. Bornons-nous à ne point tendre la gorge au couteau. Si nous ne pouvons ni ne voulons être loups, au moins ne soyons pas moutons.

CHAPITRE VI

L'AMOUR DE LA PATRIE

Il ne manque pas aujourd'hui encore de rêveurs pacifiques, revenants d'un autre âge, qui parlent de fraternité universelle, qui veulent abolir les frontières et les armées. Ils prennent leurs visions pour des réalités ; ils ignorent l'état réel des esprits et des troupes chez leurs voisins ; ils ferment volontairement les oreilles au bruit de la poudre, les yeux au flamboiement de l'acier. Repoussons hautement ces doctrines énervantes qui feraient de nous la risée et ensuite le jouet de l'Europe. Nous désarmerons quand l'Allemagne désarmera. Jusque-là nous resterons debout, le fusil en main, le doigt sur la détente.

C'est une maxime de la politique anglaise que la marine de l'Angleterre doit être toujours en mesure de tenir tête à toutes les marines de l'Europe. Ce doit être une maxime de la politique française que l'armée de la France soit constamment en mesure de faire face aux troupes allemandes. Il y a quelque temps un

journal militaire allemand s'exprimait en ces termes : « Qu'elle vienne de l'Est ou de l'Ouest, de la France ou de la Russie, ou des deux côtés à la fois, une lutte terrible se prépare pour l'Allemagne, une lutte pour l'existence de la nation, une lutte à mort dans laquelle chaque nerf, chaque fibre devra se tendre à son maximum ; combat gigantesque et de longue durée, dans lequel nous n'avons pas à compter sur des succès, mais plutôt sur de rudes coups, sur de sensibles revers peut-être. C'est alors qu'on verra de quel prix, de quel poids à la guerre sont les éléments moraux et l'énergie de la volonté. Puissions-nous en un jour de détresse n'avoir pas à faire en vain appel à l'esprit de l'armée. » Voilà le langage des vainqueurs de 1870 ; voilà les menaces qu'il faut méditer et jeter en réponse aux utopistes.

Les ennemis de notre gouvernement républicain lui font le reproche d'avoir de courtes vues, de fuir les combinaisons à longue échéance, de ne pas savoir s'imposer de contraintes en vue d'un avantage lointain, de ne travailler que pour le présent et de négliger l'avenir. C'est aux enfants qui grandissent aujourd'hui dans les écoles à réfuter cette accusation. C'est à eux de montrer qu'une démocratie peut avoir une politique aussi suivie qu'une monarchie et jeter sur l'avenir un regard viril.

Ils arriveront à ce but en profitant des enseignements de l'histoire, la science maîtresse, en apprenant à se défier des charlatans, en s'imposant, au nom de la patrie, les sacrifices nécessaires. C'est un devoir impérieux sous n'importe quel gouvernement, mais surtout dans une démocratie comme la nôtre. Le citoyen n'est plus en effet l'instrument aveugle d'une volonté despotique ; il n'obéit plus, sans les comprendre, à des ordres émanés d'en haut. Il n'obéit qu'à la loi qui est faite par ses mandataires et à la raison. Héritier des anciens souverains, il a sa part d'autorité, mais aussi par une conséquence naturelle sa part de responsabilité. Il est comptable à la patrie de ses actions, de ses votes, de ses pensées. Il lui doit tout son temps et tout son sang.

Nous avons accepté l'obligation pour tous du service militaire. C'est beaucoup ; ce n'est pas encore suffisant. Il faut maintenant que nous recevions tous, avant d'aller au régiment, une bonne éducation militaire. C'est le complément indispensable des réformes. On commence à comprendre que le bon citoyen et le bon soldat doivent être façonnés dès l'enfance, que les sentiments les plus durables sont ceux qui ont pénétré dans des cerveaux encore tendres, qu'il en est du maniement du fusil, comme de la lecture, que l'enfant de dix ans s'y prête mieux que le jeune homme de

vingt ans. On revient peu à peu à cette théorie des anciens, à savoir que l'enfant appartient à l'État. On se préoccupe de lui fournir une éducation civique et militaire, de lui apprendre à la fois les devoirs du métier militaire et ceux de la vie civile, de lui faire aimer son pays par l'enseignement de la géographie et de l'histoire nationales, en même temps qu'on lui donne la souplesse du corps, la sûreté de l'œil, la résistance à la fatigue, toutes les qualités physiques du soldat. Car tel est le seul moyen de faire que le jeune homme appelé au régiment en subisse la discipline avec soumission et les fatigues avec entrain. Il y apportera plus de santé, plus de vigueur, plus de bonne humeur. Il sera déjà familiarisé avec l'idée du devoir militaire et avec l'image de la guerre. Il comprendra pourquoi l'État lui demande quelques années de sa vie et acceptera de bon cœur le sacrifice qu'il fait à l'intérêt public.

C'est dans le bataillon scolaire qu'est le salut du pays.

Quels que soient nos défauts, nous avons accepté jusqu'ici, sans nous plaindre, tout ce qu'on nous demandait au nom de la patrie. Mais pour que l'esprit de sacrifice ne s'épuise pas avec le temps, il faut connaître le véritable état des choses; il faut savoir quels dangers nous menacent, quelles épreuves nous attendent.

Ce petit livre avait justement pour but de montrer ce que pensent et ce que veulent nos voisins d'Allemagne. Il a dit quelques vérités peut-être désagréables, mais utiles. Il a fait l'éloge de nos ennemis pour nous les mieux faire connaître. Il a affiché autant de crainte que de confiance. Il a tenu la balance égale entre nos défauts et nos qualités. Pourquoi? D'abord parce qu'il y a autour de nous trop de flatteurs. Ensuite, parce qu'à dire vrai, l'avenir sera ce que nous le ferons, triste ou gai, à notre choix. Nous tenons aujourd'hui notre sort entre nos mains. Il sera mauvais, si nous oublions les enseignements de l'histoire, si nous avons la tête pleine d'utopies pacifiques, si nous manquons d'esprit de suite et de volonté, si nous dissipons nos forces dans de stériles agitations politiques, si nous ne consentons pas à un sacrifice perpétuel de l'intérêt particulier à l'intérêt général; si le souci de la grandeur nationale nous laisse froids et indifférents. Il sera bon au contraire, si nous savons aimer notre pays et reconnaître nos véritables intérêts. On a suffisamment démontré ce que deviendrait la France, si elle était battue pour la seconde fois par l'Allemagne. Une nouvelle défaite apporterait l'appauvrissement aux riches, la misère aux pauvres, la servitude à tous. Le forçat qui travaille, le boulet au pied, sous l'œil et le bâton du garde-chiourme, serait moins malheureux que



NOS ENNEMIS

Rentrée triomphale de la garde impériale à Berlin 1871.

le Français vaincu. Mais faut-il invoquer la crainte et l'intérêt quand il s'agit de la patrie? L'honneur national n'est pas encore pour nous un mot vide de sens; nous nous sentons encore membres de ce grand être qui s'appelle la France. Nous avons encore la religion du drapeau, ce morceau de toile qui, dans une campagne lointaine, représente au soldat tout ce qui est sa vie, le foyer où il est né, le coin de terre où il a grandi, ses espoirs, ses rêves, ses souvenirs, toutes ses joies enfermées dans un nom : la patrie. Nous aimons encore ce beau pays, si cher à ses enfants qu'aucun ne veut le quitter et que l'Alsace-Lorraine, ravie par une conquête brutale, se réclame encore et se réclamera toujours de son nom, de ses institutions, de son amour. Et voilà pourquoi, malgré nos malheurs, malgré nos fautes, nous pouvons encore compter sur de beaux jours et braver, l'arme au bras, les haines de l'Allemand.

FIN





LE DRAPEAU

TABLES

TABLE DES CHAPITRES

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. Politique extérieure de la Prusse de 1792 à 1806.....	7
CHAPITRE II. Iéna.....	18
CHAPITRE III. Les préparatifs de la revanche.....	25
CHAPITRE IV. La revanche prussienne.....	40
CHAPITRE V. La haine prussienne de 1815 à 1870.....	78

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. Utopie pacifique.....	89
CHAPITRE II. Les chances de guerre.....	95
CHAPITRE III. Le bilan d'une seconde défaite.....	102
CHAPITRE IV. Les leçons à tirer de l'histoire de la Prusse.	105
CHAPITRE V. Les consolations à tirer de l'histoire de la France.....	115
CHAPITRE VI. L'amour de la patrie.....	119

TABLE DES ILLUSTRATIONS

1. Frontispice.....	4
2. Portrait de Frédéric-Guillaume III.....	10
3. Le matin d'Austerlitz.....	14
4. Louise de Mecklembourg.....	17
5. Bataille d'Iéna.....	19

6. Entrevue de Tilsitt.....	22
7. Un patriote allemand après Iéna.....	30
8. Victoire de Wagram.....	36
9. Retraite de Russie.....	38
10. Les armements de la Prusse en 1812.....	44
11. Napoléon et le Destin.....	49
12. Défense de Pobstheyda.....	56
13. Portrait et signature de Blücher.....	62
14. Défense de Paris.....	66
15. Portrait de Talleyrand.....	69
16. L'est de la France.....	74
17. Frédéric II.....	81
18. Le roi de Prusse Guillaume.....	86
19. La mort fauchant les bataillons français.....	88
20. L'armée allemande.....	92
21. Portrait et signature de M. de Bismarck.....	97
22. La cupidité des peuples.....	99
23. Le bilan de la défaite.....	103
24. Bibliothèque de Strasbourg après l'incendie.....	107
25. Les Allemands à Berlin.....	113
26. Les soldats de la Convention.....	117
27. Nos ennemis.....	124
28. Le drapeau.....	126

BIBLIOTHÈQUE D'ÉDUCATION MODERNE

LES ENFANTS DE LA RÉPUBLIQUE, par Ét. Charavay, petit in-16 de 64 pages, illustré, cartonné bradel. » fr. 50

Cartonné pour prix, fer or et noir, 15 cent. en plus.

SIMPLES NOTIONS DE MORALE CIVIQUE, par Ch. Schuwer, directeur d'école normale (enseignement primaire), un petit in-16 de 64 pages, illustré, cartonné bradel. » fr. 50

Cartonné pour prix, fer or et noir, 0 fr. 15 en plus par exemplaire.

LES MARINS DE LA RÉPUBLIQUE, par H. Moulin, in-16 de 110 pages, illustré broché » fr. 80

Cartonné pour prix, fer or et noir, 0 fr. 20 en plus par exemplaire.

L'ÉCOLE CIVIQUE, par Ch. Schuwer, directeur d'école normale, troisième édition (enseignement primaire), in-16 de 150 pages, illustré, cartonné bradel. 1 fr. 25

Cartonné pour prix, fer or et noir, 0 fr. 45 en plus par volume.

MORCEAUX CHOISIS DE J.-J. ROUSSEAU à l'usage des classes, avec une introduction par Georges Renard, professeur à l'école Monge, in-16 de 220 pages, illustré, broché. 1 fr. 50

Cartonné toile, fer or et noir, pour prix, 0 fr. 45 en plus par vol.

MORCEAUX CHOISIS DE MIRABEAU à l'usage des classes, avec une préface, des notices et des notes, par E.-D. Milliet, in-16 de 220 pages, illustré broché. 1 fr. 50

Cartonné toile, fer or et noir, pour prix, 0 fr. 45 en plus par vol.

LE BONHEUR AU VILLAGE, par Léon Barracand, 1 vol. petit in-8° de 210 pages, illustré. 1 fr. 75

Cartonné toile, fer or et noir, pour prix, 0 fr. 65 en plus par vol.